



Pas de vacances

pour les riches !



M 02137-1679 2,50 E

PRE-VISUALISATION
OFFSET



Les vacances d'été arrivent et vous avez donc entre les mains le dernier *Monde libertaire* hebdomadaire de la saison. Un numéro « spécial Mexique » paraîtra dans deux semaines, qui vous permettra de patienter jusqu'en septembre, mois de reprise de l'hebdo. En attendant, l'actualité sociale et politique ne tournera pas forcément au ralenti cette année. Même si c'en est provisoirement fini des campagnes électorales et des promesses, les mauvaises nouvelles et les coups tordus ne partent pas en villégiature. Place à la réalité qui est plutôt dure ces temps-ci. Surtout pour les couches populaires à qui l'on demande sur tous les tons, ici ou ailleurs, de renflouer les banques qui se sont fait gronder – les vilaines – pour avoir fait joujou avec l'argent qu'elles ne possédaient même pas. Alors on va nous expliquer – on nous explique déjà – que c'est à nous de passer à la caisse pour réduire cette fameuse dette, (c'est bien entendu notre dette). Concrètement, le service public va en prendre un coup, et ce n'est pas une Chambre rose qui en finira avec les coupes budgétaires largement amorcées par le précédent gouvernement de droite. L'heure est plus que jamais à l'austérité – pardon, à la rigueur – et même un PCF se refuse (pour l'instant) à collaborer à un gouvernement qui semble peu pressé de répondre aux urgences sociales. PSA Aulnay, Air France, France Soir en ligne, Prestalis... les plans de restructuration vont sortir des cartons maintenant que le nouveau pouvoir est bien installé. Et ça risque de faire très mal. Alors nous, anarchistes, où serons-nous ? Comme toujours, parmi ceux d'en bas, travailleurs, chômeurs, précaires, tous ceux que le système asservit. Que ce soit seuls ou avec d'autres, nous continuerons de lutter contre l'exploitation capitaliste qui, bleue ou rose, est toujours là. Nous continuerons de nous lever pour dire : « Non, ça suffit ! C'est une autre vie que nous voulons. »

Actualité

- Entrer en résistance**, par Fabrice, page 3
Subversion militante, par G. Goutte, page 4
Nouvelles des fronts sociaux, par Hugues, page 5
Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6
Abstention et désignation, par Juanito, page 7
La civilisation du voyeurisme, par E. Vanhecke, page 8
Quand le Foot Business exproprie, par S. Chapelle, page 9

International

- Anarchy in Tunis**, par H., page 11
Les Asturies plongées dans la grève, par R. Pino, page 12

Arguments

- Anarchisme, sport et compétition**, par Bali, page 14

Histoire

- Les camps de la honte**, par A. Pavlowsky, page 16

Mouvement

- Faire craquer le capitalisme**, Libertalia, page 21
Le dernier rejeton de N'Autre école, page 21
Radio libertaire, page 22
Agenda, page 23

Tarifs France et étranger

(hors-taxe incluse)

- 3 mois, 12 n° 25 €
6 mois, 24 n° 50 €
1 an, 45 n° 75 €

Réglement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Le Monde libertaire – 145, rue Amalot – 75011 Paris – France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n° 95 €

Pour les adhérents, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les démunis. Les chèques tirés sur des banques hors France valant une taxe d'adhésion (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (BAN : FR36 015 4000061 0006 1000 363).

(BIC : CILQFR33XXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Que **vive** la lutte !



LES DIVERSIONS ÉLECTORALES sont terminées. Le Parti socialiste a la majorité au Parlement et, désormais, rien ne peut plus arrêter le changement... Changement de mots: l'austérité devient le pragmatisme économique. Changement de style: la ministre Vert porte des jeans et circule en métro. Changement médiatique: le nouveau président se déplace sur le plateau d'une chaîne publique de télévision au lieu de tenir sa conférence à l'Élysée. Changement d'heure, on est passés à celle d'été... désolé, je m'égare.

Le seul petit problème c'est que le système, lui, reste identique. Les marchés, les banques, les patrons, les «décideurs», comme on dit, sont bien en place et ont simplement organisé le changement de personnel politique comme ils l'ont fait en Espagne, en Italie, en Grèce... ces derniers mois. Car l'on peut reprocher bien des choses au capitalisme, mais certainement pas son incapacité à s'adapter au contexte économique et social. Parfois un gouvernement bien à droite lui est utile, parfois il est nécessaire de faire jouer l'alternance politique pour faire diversion, parfois, si la situation se tend, la mise en place d'un pouvoir autoritaire s'impose. L'objectif étant de maintenir voire d'augmenter les profits sans engendrer de révolution sociale.

Nous entrons donc dans cette période de changement d'opérette, mais il n'est pas certain que l'illusion dure autant qu'en 1981 avec Mitterrand. Que de balivernes n'avait-on entendu à cette période. J'avais même

aperçu à Rennes, le jour de son élection, sur la grande place de la mairie, deux ou trois gus agitant des drapeaux noirs. Je n'ai pas vocation à donner des leçons, mais le noir de leurs drapeaux marquait pour le coup à la fois l'enterrement des illusions des travailleurs et une grande confusion politique. Dès 1983, la mise en place des camps de rétention et le tournant de la rigueur économique mettaient les pendules à l'heure. Tournant toujours pas terminé trente ans plus tard. De quoi donner un gros mal de crâne, un peu comme les lendemains de beuverie où la cruelle réalité se rappelle à votre bon souvenir.

Nombreux sont ceux qui ne croient plus à cette pantalonnade, sans pour autant entrevoir une alternative. L'abstention n'a rien en soi de révolutionnaire si elle n'est pas accompagnée d'une forte conscience sociale. Tout est fait pour que cette conscience disparaisse au fil des compromissions, des duperies, des renoncements petits ou grands des organisations de classe que devraient être les syndicats. Car on en revient toujours là. La lutte de classe, quasiment un gros mot aujourd'hui mais tellement présente partout, même si elle ne dit pas son nom, dans quasi tous les aspects de notre vie. La lutte de classe qui cherche sa voie contre vents et marées, contre Chérèque et Thibault.

Il y a pour les militants anarchistes une opportunité considérable pour peu qu'on s'en donne les moyens. Une réflexion basée certes sur notre histoire et nos pratiques

(fédéralisme, gestion directe, anti-autoritarisme) mais ouverte, un fonctionnement efficace qui vise à rassembler et non à isoler, la volonté de ne jamais se laisser impuissant par ceux qui discourent mais n'agissent pas, bref se montrer à la hauteur des enjeux.

En Espagne, dans les Asturies, les «gueules noires» des dernières mines de charbon sont en grève depuis la fin mai et se battent avec acharnement contre l'État espagnol qui entend liquider leur outil de travail et les envoyer rejoindre les millions de chômeurs sous l'injonction de la Commission européenne.

En France, aujourd'hui et plus encore demain, avec le déluge de plans sociaux qui s'annonce, des travailleurs, des populations entières parfois peuvent entrer en résistance. Les militants anarchistes dans les syndicats et ailleurs seront-ils des points d'appui efficaces ou non? Telle est la question. Le reste n'est que péroraison tant il est vrai que la révolution sociale ne se construira que sur la base de millions de travailleurs, de jeunes, de chômeurs, aujourd'hui «réformistes», mais demain dans la lutte collective, possibles acteurs d'un changement profond pour peu que l'idéal libertaire prenne corps et sens à leurs yeux.

Que vive la lutte!

Fabrice

Groupe La Sociale
 de la Fédération anarchiste

Subvertissons

notre militantisme !



C'EST L'ÉTÉ et bientôt les vacances. Les plages du Sud vont se peupler de travailleurs qui, le temps de quelques semaines, vont pouvoir oublier le quotidien stressant, oppressant, difficile, si ce n'est insupportable pour certains, des rapports de production capitalistes. Nous allons tous essayer d'en profiter, où que nous soyons, d'une façon ou d'une autre et, quelque part, on aura bien raison. Certains resteront cloîtrer dans leurs barres et leurs tours, faute de moyens pour aller voir ailleurs ; d'autres, un peu plus aisés (mais tout aussi exploités), iront siffler une bière ou deux sur une plage bondée, sous un parasol bon marché et regarderont la bourgeoisie défilier dans des yachts indécents devant leurs yeux (et certains espéreront de tout cœur la venue d'une tempête soudaine, avec une armada de requins bouffeurs de riches, comme dans les films). Après, et seulement après, on retournera au turbin. Normal, faut payer le sandwich.

Mais les esprits ne seront pas tous aussi détendus que les *Plus belle la vie* et autres *telenovelas* à deux balles veulent bien essayer de nous le faire croire. Eh ouais, la rentrée s'annonce costaud. Air France vient d'ailleurs d'annoncer la couleur : 5 122 suppressions de postes d'ici à décembre 2013. Et ce n'est pas le seul. L'afpa, au bord du gouffre, court à sa disparition et en appelle au nouveau gouvernement pour sauver les meubles. Sans oublier les Fralib, les Mittal et autres grandes

luttons ouvrières qui, malgré les rencontres avec les élus et leurs promesses, ne voient pas leur situation s'améliorer. Les drapeaux roses du socialisme républicain ont beau flotter sur les toits de l'Élysée, la situation économique et sociale ne s'en dégradera pas moins.

Avec la fin des élections se ferment les portes de la démagogie électorale et s'ouvrent celles des plans sociaux. Le lendemain des vacances sera semblable à une grosse gueule de bois qu'on aura bien vue venir mais contre laquelle on n'aura pas fait grand-chose, ou si peu. Parce que le militantisme finit bien souvent par adopter les caractéristiques de l'habitude, de la rengaine, du quotidien. On ne le vit plus comme l'expression d'une révolte consciente qui cherche à devenir révolution, mais comme une partie de notre vie, au même titre que le taf, les RTT, les vacances, etc. Nos luttes s'affaiblissent, se « pantouflardisent ». On les met entre parenthèses pour aller au bord de la mer et on reporte à septembre les prochaines actions militantes. S'il est bien normal que l'on prenne un peu de bon temps pour se reposer, se vider la tête, profiter de son éventuelle famille et de tout le toutim (à moins d'atteindre le fameux « stade suprême de l'aliénation »), tâchons de préserver notre conscience de classe des travers de la quotidienneté. À l'heure où les offensives libérales se multiplient et où l'État se pose de plus en plus

comme le serviteur fidèle et répressif du Capital, il nous faut bousculer et subvertir le train-train quotidien de notre militantisme pour lui redonner toute sa capacité d'offensive. Autrement, nous ne serons jamais rien d'autre que des groupuscules aux postures identitaires qui préfèrent chercher à préserver la place qu'ils ont réussi à se faire plutôt que de sortir du ghetto pour aller bâtir quelque chose de plus vaste dont ils ne seraient certes qu'un acteur parmi d'autres, mais un acteur avec des valeurs, des pratiques, des principes pertinents et un réel projet de société révolutionnaire à faire valoir.

Allez, camarades, on se retrouve à la rentrée, sur le pavé des rues, drapeaux et mégaphone à la main pour à nouveau tenter de construire ce fichu mouvement qui mettra à bas le vieux monde et jettera les jalons d'autres possibles qui, pour peu que l'on s'en donne les moyens, n'ont pas à attendre les prochaines vacances d'été. À moins que, d'ici là, une armada de requins bouffeurs de riches ait fait le boulot. Mais ce serait croire, là encore, que d'autres, fussent-ils de belles bêtes, puissent réellement travailler pour notre émancipation à notre place.

Guillaume Goutte

*Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste*

Nouvelles des fronts

« L'anarchisme c'est tout d'abord le contact direct entre l'homme et ses actes. »
André Prudhommeaux

FIN DE SAISON pour *Le Monde libertaire* et début de quinquennat pour la nouvelle « majorité ». Avant, après, la « crise » est encore à payer par le Travail que ce soit en Grèce, en Espagne, en Grande-Bretagne et, bien sûr, ici même. Point d'illusion sur ce « socialisme » new look, où le ministre d'une maison de redressement productif déclare que les coopératives ouvrières : « C'est du capitalisme à visage humain. » Si l'assertion du ministre n'est pas, malheureusement, toujours fausse, on aurait pu attendre autre chose d'un homme prétendument à la gauche du PS. Capitalisme à visage humain... on nous prend pour qui ? Pour des collabos, sans doute, prêts à se rendre, au propre et au figuré, à la conférence sociale des 9 et 10 juillet, où il est probable que les Chérèque et autre Thibault, en mal de dauphine, aillent se coucher comme par le passé devant la raison d'État de grâce avec la mission historique de faire patienter les indignés, voire, en cas de grogne, de les canaliser, les marginaliser. En bref, de maintenir l'ordre social. Illusions de 1981, désillusions de 2012, espérons que c'est la dernière foi(s) que le piège des boîtes à mensonges se referme sur les doigts de l'électeur et souhaitons que les rideaux de l'isoloir soient définitivement tirés, mieux encore, transformés, pour peu qu'ils soient noirs, en drapeau.

Pendant que certains s'apprêtent en toute justice et en toute égalité à gagner vingt fois plus que les autres, des bals tragiques continuent ou sont annoncés. Conforama se déleste de 218 emplois dans son service après-vente, Meryl Fiber dans le Pas-de-Calais de 343, Surcouf en envoi 500 par le fond, Xilo France, bouffée au vers par la crise, en dégage 65, Merck Serono remercie 267 visiteurs médicaux et même l'entreprise de décervelage TFI prévoit de se libérer de 300 cerveaux d'ici à la fin de l'année. Dans le Bas-Rhin, l'entreprise de transport public Lohr pourrait s'alléger de 930 ouvriers et le voleur de poules Doux compte bien en plumer plus de 3 400. Et là, il ne s'agit que de petits effectifs, la part émergée de l'iceberg. Air France tablerait sur 5 000 suppressions d'emplois dans les trois ans, quant au secteur automobile, ce sont 45 000 emplois qui seraient en jeu. PSA à Rennes ouvre le bal et impose neuf jours de chômage partiel de plus en juillet et remerciera 500 variables d'ajustement en intérim. Quant à Renault, on y joue les délocalisations internes, une forme moderne du prolo cor-



véable à merci. Montebourg peut se faire des cheveux, décidément, le capitalisme est à visage humain dans la gueule. Sea France, une coopérative ouvrière, dépossédée de ses moyens de production à la pogne d'Eurotunnel avec un PDG, cadre sup, issu d'une autre compagnie maritime, voilà l'avenir radieux du socialisme « normal ». Il est probable que, comme pour Lip, après quelque temps, on nous fera le coup du touché-coulé pour nous persuader que le projet coopératif n'est pas viable, d'autant que beaucoup auront oublié qu'il ne s'agissait que d'une pseudoscop. Bonne chance toutefois au personnel qui a sauvé malgré tout 560 emplois. Patron voyou autrefois, voyou de patron aujourd'hui, après Michelin, c'est Spie Batignolles qui est pris la main dans le sac des accidents du travail, une belle fraude aux assurances sociales qui peut rapporter gros, et ce n'est pas la réforme de la médecine du travail qui va permettre d'aller à l'encontre de ce mouvement. À moins que le socialisme « normal » ne mette fin à ce projet supposé débiter en juillet 2012, illusion ?

Avant, pendant et après les élections, quelques mouvements sociaux. Grève des danseuses du Crazy Horse contre des salaires trop bas, des salariés des centres de tri de déchets Véolia en région parisienne pour les mêmes raisons et une amélioration des conditions de travail. Treize jours de grève avec séquestration et blocage des dépôts dans les transports publics à Amiens, où les mêmes

causes produisent les mêmes effets. Colère des égoutiers, dont l'espérance de vie est réduite de dix-sept ans et qui réclament en toute justice un départ à la retraite à 50 ans pour aller mourir en paix après avoir respiré nos pollutions.

Ailleurs, avec ou sans ministre du Redressement productif, on annonce 10 000 suppressions d'emplois d'ici à la fin 2013 chez Nokia, 27 000 chez Hewlett-Packard. Espagne, fermeture des mines de charbon, les derniers mineurs (8 000) vont passer à la trappe, ainsi que 25 000 emplois indirects dans un pays où 24 % de la population peignent la girafe. Les plus anciens d'entre les mineurs, s'il en reste, remercient encore la Pologne « socialiste » d'avoir livré du charbon durant la période franquiste afin de briser leur grève.

Un bel été aux 14 % de chômeurs officiels en Irlande, aux 24 % en Serbie, aux 75 millions de chômeurs dans le monde, aux 900 millions de victimes de sous-alimentation, aux 21 millions de victimes du travail forcé, dont 56 % en Asie-Pacifique, aux 123 000 enfants marocains de 7 à 15 ans (2,5 % de la tranche d'âge) qui travaillent et aux 13 000 SDF recensés à Athènes... Humain, trop humain le capitalisme !

Hugues

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

Brèves de combat

Vague d'arrestations en Italie

Les compagnons d'Informa-azione et de ParoleArmata nous informent que les carabinieri du ROS ont fouillé environ quarante maisons lors d'une opération répressive contre le mouvement anarchiste appelée Opération Ardire (Audace). Cette opération a été dirigée par le procureur public Manuela Comodi de Pérouse qui a ordonné la mise en détention de dix personnes (huit en Italie, une en Allemagne et une en Suisse) et d'enquêter sur vingt quatre autres.

Fukushima secret défense

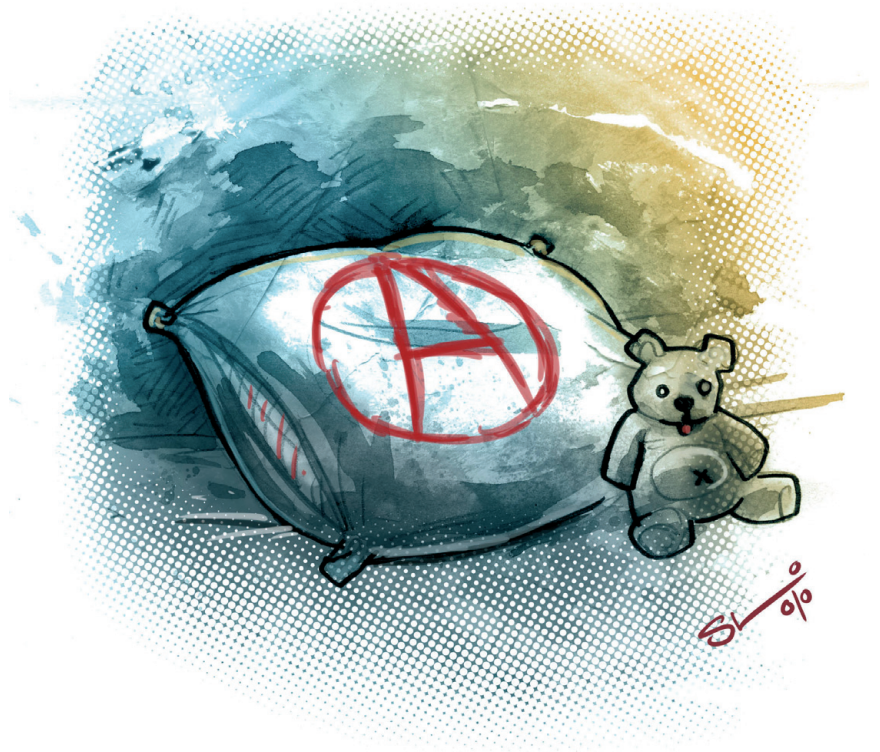
Nous apprenons que, une fois de plus, le gouvernement japonais bafoue la liberté d'expression. Sono Ryota, militant anti-nucléaire et pour la défense des droits fondamentaux, a été une nouvelle fois arrêté et incarcéré dans la prison de Harajuku pour avoir participé à une manifestation pacifiste de soutien devant la mairie de Tokyo pour la défense des droits des sans-abris qui résident dans le parc de la Rivière de Tatakawa. Il est l'un des porte-parole des mouvements sociaux japonais qui luttent pour le droit de vivre et participe particulièrement aux luttes contre les évacuations des sans-abris, avec les jeunes travailleurs précaires et contre le nucléaire.

Anonymous suspectés

La Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) a interpellé trois hommes de 19, 24 et 43 ans dans l'Essonne, l'Isère et en Haute-Savoie. Ils sont soupçonnés d'avoir participé à des blocages contre les sites Internet du ministère de la Défense et du syndicat de police Unité-SGP, en janvier dernier. Des soupçons au-dessus de tous soupçons...



Météo syndicale



«**MAIS LA CELLULE** fondamentale de la société anarchiste est le syndicat basé non plus sur la profession, mais sur le genre humain. C'est l'anarcho-syndicalisme.» Diable, qui décoche ainsi cette affirmation à l'emporte-pièce ? Denis Perkon ; journaliste à *Combat*, le 9 avril 1951¹. Dans ce triste début social du XXI^e siècle, on ne cause plus de l'anarcho-syndicalisme que comme un lointain souvenir des débuts de la CGT², où le monde du travail n'avait droit ni aux vacances ni à la retraite.

En fait, on le savait depuis les congés payés en 1936, ils (et elles) cherchent à nous gâcher les vacances. Les riches ne supportant pas que les «prolos» fréquentent plages et lieux de vacances estivales, ils ont mandaté des gens pour décréter diverses saloperies avant les congés d'été. Bon, c'est un peu court, mais c'est un fait que quand on pense à quitter le boulot pour quelque temps au soleil, on pense, malgré tout, que tout se réglera à la rentrée... Mais si ça valait avant la dernière guerre mondiale, aujourd'hui la donne a changé.

Il y a belle lurette que le patronat ne prend plus de vacances, enfin pas au moment où les mômes ne vont plus à l'école.

À Air France, c'est la bérézina. La direction de la compagnie nous la joue «bonnes vacances» avec aplomb : des licenciements secs si elle n'obtient pas «l'accord des syndicats». L'addition est salée : 5 122 emplois en dix-huit mois, soit 10 % des effectifs. Cerise sur

le gâteau, la déclaration du PDG : «Si par malheur nous n'arrivons pas à signer (avec les syndicats) nous ne pourrions plus garantir le périmètre industriel et l'emploi.» Qu'en termes à la fois élégants et ésotériques, la chose est dite ! On espère que la riposte syndicale ne sombrera pas dans la désunion.

Le paysage estival n'est pas sombre tous azimuts. Les ex-salariés de l'usine Clairoix (Oise) – autrement appelés les «Conti» – sont venus dernièrement dans la capitale réclamer que l'État garantisse leur reclassement. Le dernier nommé est en effet cosignataire de l'accord de fin de conflit de 2009 qui garantissait la sortie du chômage... Dans une lettre ouverte au président de la République, les ex-salariés de Continental espèrent que le gouvernement «se décidera à agir». Excellente leçon de choses pour monter à l'opinion publique ce que le parlementarisme sait faire dans le social. Que cela ne vous gâche pas l'été.

Jean-Pierre Germain

1. À trouver, avec d'autres articles de l'année 1951 du quotidien *Combat* dans *À contretemps*, bulletin de critique bibliographique, numéro 43, juillet 2012. Contact, 55, rue des Prairies, 75020 Paris.

2. À l'époque, on emprisonnait les dirigeants de la CGT !

L'escroquerie électorale en perte de vitesse ?

LE TAUX D'ABSTENTION, selon le CSA, a atteint 44,4 % dimanche 17 juin dernier, soit un record absolu sous la V^e république à des élections d'échelle nationale. À rapprocher de l'abstention croissante aux élections cantonales (56 % en 2011), régionales (53,6 % en 2010) et européennes (59,4 % en 2009). Quant à l'abstention aux élections municipales – qui intéressent traditionnellement les électeurs du fait de l'enjeu local et de leur impact directement ressenti sur le lieu de vie –, elle n'est pas en reste : son taux est monté à 35,5 % en 2008.

Si l'on tient compte du fait que de 10 % à 13,3 % des gens potentiellement aptes à voter ne sont même pas inscrits, le constat est sans appel : hier, seuls entre 38,5 % et 40 % des gens en droit de voter en France ont jugé utile de désigner des élus pour les « représenter ».

Ainsi, les « élus à la majorité » sont propulsés « représentants des Français » par des votants de plus en plus minoritaires au sein des populations.

C'est une véritable inquiétude pour les institutions politiques, économiques et médiatiques, ressassant leurs injonctions culpabilisatrices à accomplir le « devoir citoyen ». Leurs discours fébriles sur l'abstention et la perte du sens « civique » dissimulent mal le malaise de ces castes dominantes.

Celles-ci savent trop bien qu'elles ne nous dominent jamais par la seule force armée de leurs vigiles en uniformes, mais en imposant l'assentiment. Depuis la création des premiers États de l'antiquité, c'est-à-dire d'associations de bandes armées de racketteurs organisés, le meilleur arsenal du pouvoir autoritaire rassemble avant tout ce qui peut donner un semblant de légitimité à sa violence instituée. Avec l'avènement de la « démocratie », les balivernes religieuses ont peu à peu cédé la place à la mascarade électorale. Les élections sont redoutablement efficaces sur des populations dont on a brisé par la force toute possibilité collective réelle de décision et de révolte : les individus doivent être atomisés, isolés dans les rouages de la machine à obéir. Sans culture collective autre que celle du réflexe d'obéissance imposé par des années d'« éducation », la grande majorité des individus soumis adoptent les présupposés du système dominant, en les croyant leurs, en les faisant leurs.

On peut dès lors, lentement, passer du seul droit de vote des riches (suffrage censitaire), au suffrage dit « universel », avant d'y ajouter

les femmes un siècle après... et peut-être les étrangers un jour, qui sait.

Ce qui compte, pour entretenir cette illusion que les dominants sont désormais « représentants » de leurs dominés, c'est que la « majorité » des exploités renouvelle, à intervalles réguliers, l'assentiment à ce que les puissants décident à la place de tous.

Peu importe aux détenteurs du capital qui sera élu préposé à la garde de leur coffre-fort, si le capital privé (ou étatique) demeure le monopole absolu de la décision économique, c'est-à-dire de la décision politique réelle. Les élections reposent sur le socle institutionnel des démocraties modernes, consistant depuis plus de deux siècles à relayer la conception de la liberté par la propriété, écrite et célébrée dans le marbre des droits de l'homme (riche).

Ainsi donc cette croyance, cette projection hallucinatoire de nos prétendues volontés dans un corps national éthéré, incarné dans un « élu », ce fantôme, se fissure en apparence. La bourgeoisie s'inquiète, à juste titre. En Grèce et ailleurs, la révolte gronde, malgré les larmes, les armes et la prison.

En France comme partout, la république est un cadavre, qui s'est construit sur des cadavres. La bourgeoisie s'acharne donc sur ce cadavre républicain, en rajoute dans un « pluralisme » bidon, ici rose ou bleu, là-bas salafiste ou bidasse, quitte à transformer le zombie en Frankenstein à grosses coutures maladroites. Le problème, c'est qu'il est tellement pourri qu'il fait la même bouillie indistincte, le même Flamby. On le met sous l'électrode « majorité », aujourd'hui rose, demain brune, peu importe... tant que la « majorité » croit qu'elle s'est exprimée. On bidouille des énièmes tours de passe-passe, pour que les pitoyables miettes de voix grapillées par un candidat au premier tour ressemble vaguement à une « majorité ». Le mensonge est énorme, peu importe. Les maîtres se moquent bien du bavardage des esclaves sur la gestion de leur servilité, au contraire ils l'encouragent, si cela peut aider les esclaves à oublier qu'ils ont des chaînes.

La société devient-elle anarchiste parce que l'abstention progresse aux législatives ? Quel doux rêve. On aimerait bien ! On aimerait que l'abstention se mue en abstention active, que les gens désobéissent, occupent leurs quartiers, leurs boîtes et leurs pôles emplois, investissent les logements vacants, se rencontrent, s'organisent, que leurs mandatés

soient révocables et appliquent techniquement les résolutions adoptées en assemblées populaires... On l'aime cette révolution et on se battra toujours pour elle, parce qu'on se bat pour nous. Mais il faut remettre les pieds sur terre : l'abstention ne dit absolument rien sur la possibilité d'un basculement révolutionnaire dans l'anarchisme. Elle ne reflète qu'un désarroi de plus en plus lourd, pouvant tout aussi bien donner lieu à une révolution sociale et libertaire, qu'à la résignation la plus abjecte et à l'acquiescement au fascisme. On terminera cet article sur le chiffre obstinément bas depuis toujours, volontairement omis en introduction, de la faible abstention à l'élection précédente.

Ce sont les mêmes qui s'abstiennent aujourd'hui, qui ont voté hier en nombre à l'élection qui résume le principe même de l'aliénation au principe autoritaire représentativiste, poussé à son plus consternant paroxysme. La soumission au grand cadavre incarné, l'élection césariste par excellence inventée par Napoléon III : l'élection présidentielle. Peu importent les idées, peu importent le vernis des pinaillages politiques : on sait trop bien qu'on ne décide de rien, que le vote aux élections législatives est au pire un réflexe d'animal de laboratoire, au mieux un pis-aller contre le candidat-épouvantail d'en face. Si la grande majorité ne vote plus, dans un summum de résignation et de soumission collective, que lorsqu'il s'agit d'élire un César, incarnant à lui tout seul le rôle grand-guignol de « représentant du peuple français », c'est parce que la France glisse vers le fascisme, et qu'il y a tout lieu de s'inquiéter. Le bloc rose triomphe, sur fond sonore d'expulsions d'étrangers à la Valls, d'éruptions « moranesques » sur le vote des étrangers transformant la France en « Liban », de grognements lepénistes, de slurp d'écolos suçant de l'uranium. Et des cris de sept compagnons antifascistes, arrêtés le soir du deuxième tour des législatives à Hénin-Beaumont et emmenés au commissariat de Lens.

Vu ce qui nous pend au nez comme dévastation sociale, il serait peut-être temps de sortir de l'incantatoire et de nous organiser sérieusement.

Juanito

*Groupe Pavillon noir
de la Fédération anarchiste*

Civilisation numérique et voyeurisme

«L'autre, t'as voulu le tuer, toi
J'ai fait pire,
Je lui ai donné de l'espoir.»
Henri Jeanson

VOILÀ, VOILÀ, ça y est, c'est fini, n'a pu, c'est rien. Bon ben v'là que les électeurs vont donc pouvoir rentrer chez eux. Deux ans que ça dure et pour finir une bonne vieille sociale démocratie à la papa, à l'ancienne, comme la blanquette de mamie, comme dans le temps, et qui ne mettra pas le feu au lac. C'est pas mauvais, c'est à peine fadasse : ça suffit pas. Fallait pas non plus s'attendre à autre chose. Dans un sens, on n'est pas déçus. On n'est pas déçus. On attendait rien et on n'aura pas grand-chose.

La présidentielle bof, mais la législative mérite tout de même son pesant de cacahuètes. Le tweet ah oui le tweet. Rien que ça ! Ça nous aura duré deux jours de déferlement machiste, odieux. Des querelles de bonnes femmes nous a-t-on seriné. La virago versus la madonne. Au-delà des turpitudes de cette pauvre Ségolène qui gâte tout ce qu'elle touche, secrétariat du PS manqué, candidature aux présidentielles de 2007 dans la sciure, primaires socialistes avec crise de larmes devant vingt caméras, parachutage foireux à La Rochelle et en prime le règlement de compte devant une floppée de journalistes qui n'attendaient que ça, tous les ingrédients réunis pour une tragédie clas-

sique. Unité de lieu, de temps et d'action. Du programme de troisième, sauf que depuis quelques temps l'irruption d'internet et des réseaux sociaux commencent à changer un peu la donne.

Les règlements de comptes, donc, ne se font plus en famille. Dans le feutré. L'irruption des Facebook, Tweeter fait que, désormais, les affronts, les querelles et les photos de mariage, de vacances, du baptême républicain du poisson rouge, participent amplement de notre vie sociale et se doivent d'intéresser le monde entier et son frère. Ce phénomène on ne peut plus intrusif, c'est la caméra derrière notre porte – et difficile, de plus en plus difficile d'y échapper. Du DRH à l'affût de la couleur du slip de son futur cadre qui va s'empresse de lui montrer, du voisin curieux des connaître les amis des amis du beau-frère, les réseaux sociaux sont en train de nous mettre en coupe réglée. La bonne vieille engueulade se fait désormais sur la place publique. Plus possible de casser les assiettes sans témoin intrusif et sans caméra cachée.

Alors, quelle riposte ? Loin de moi l'idée de revenir au papier carbone, aux signaux de fumée ou au télégraphe en morse, mais je

constate que la civilisation numérique qui n'en est sans doute pas à ses dernières perfections est une civilisation de voyeur, d'espion. Toute intimité est désormais bafouée, le premier qui bouge une oreille est immédiatement et sans nuances cloué au pilori médiatique. Rien de ne plus malsain. Les iPhones et autres smartphones sont désormais essentiels à l'homme moderne, accroché comme une arapède sur un rocher, ces petits engins bourrés d'électronique nous font pister – pour ceux qui en ont – par toute une nouvelle flicailerie mécanique, métallique et sournoise, sans uniforme et sans états d'âme : antennes relais, GPS, cartes bleues à puce, au paiement sans contact et j'en passe.

Qui n'a pas son compte Tweeter connaît la douceur de vivre, qui n'a pas son compte Facebook est un sage. Et comme c'est bientôt les vacances, à nous les péages d'autoroute où on relève votre numéro de plaque, les parkings payants où l'on sait à quelle heure vous entrez et vous sortez. C'est pas beautiful ? Mais ça nous dit pas ce qu'on va bien pouvoir faire de Ségolène !

Émile Vanhecke

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Quand le **foot** business aggrave la spéculation et exproprie des paysans

Sophie Chapelle

www.bastamag.net

LES DIRIGEANTS DE L'OLYMPIQUE LYONNAIS rêvent d'un grand stade pour l'Euro 2016. Un chantier pharaonique qui implique l'expropriation d'une trentaine d'agriculteurs, et près de 400 millions d'euros de dépenses publiques, selon les opposants au projet. Malgré les suspicions d'entente illicite et autres spéculations immobilières douteuses, le géant du BTP Vinci est sur les rangs pour lancer le chantier. Associations locales et paysans multiplient recours juridiques, actions non-violentes et occupation des terres. Enquête au pays du foot-business.

« OL Land », le futur paradis du football ? Jean-Michel Aulas, président de l'Olympique lyonnais, en rêve depuis 2007 : un nouveau stade de 60 000 places, un centre d'entraînement, les bureaux du siège de l'OL Groupe, une boutique OL Stade, 7 000 places de stationnement, 8 000 mètres carrés d'immeubles de bureaux, deux hôtels de luxe... Le tout à 15 kilomètres du centre de Lyon. Un projet pharaonique en vue de l'Euro 2016, qui nécessitera de nouvelles infrastructures routières et de transports en commun.

Jean-Michel Aulas avait promis de bâtir l'OL Land « sur fonds entièrement privés », pour 450 millions d'euros. Pour le moment, aucun engin n'a encore pointé le bout de sa pelleuse sur le site du Montout, sur la commune de Décines-Charpieu (à l'est de Lyon) choisi pour accueillir le complexe sportif. L'OL Groupe n'est toujours pas parvenu à boucler son plan de financement. Pourtant, la communauté urbaine de Lyon continue d'annoncer la livraison du stade des Lumières pour 2014.

Un stade d'« intérêt général » ?

Jean-Michel Aulas pensait son succès assuré grâce au naming, c'est-à-dire la possibilité pour une entreprise de donner son nom au stade, en contrepartie du versement d'une forte somme – ici, 100 à 150 millions d'euros sur quinze ans. Mais la marque tant attendue tarde à se faire connaître. En juillet 2011, l'OL Groupe annonce avoir sélectionné Vinci pour construire son grand stade. Outre un contrat de maîtrise d'ouvrage, le géant du BTP devrait prendre des parts dans la Foncière du Montout. Jean-Michel Aulas avance le chiffre de 100 millions d'euros. Mais un recours déposé contre le permis de construire, le 3 avril dernier, par l'avocat et conseiller régional (EELV) Étienne Tête a fait reculer Vinci sur ses engagements. Celui-ci demande un délai supplémentaire pour réexaminer la situation.

C'est sans compter la résistance des associations locales et de désobéissants qui, depuis le 10 avril, occupent aussi un champ à Décines-Charpieu (Rhône) – là où doit passer la route vers « OL Land ». Leur objectif : défendre la trentaine d'agriculteurs menacés d'expropriation. Car ce projet démesuré implique la disparition de dizaines d'hectares de terres agricoles fertiles. Les engagements de l'agglomération en faveur de l'agriculture périurbaine ne semblent pas faire le poids face au football-business.

Agriculteurs spoliés

Philippe Layat, céréalier, est directement menacé par cette opération. « Ils me prennent 9 hectares à trois endroits, à un euro le mètre carré »,

explique-t-il à l'entrée de sa maison, dont le portail est recouvert de pancartes de protestation. Sur la commune, un terrain à bâtir vaut 400 à 500 fois plus. « Ce n'est pas qu'une question d'argent. Spolier les gens de cette manière, c'est lamentable. »

Roulant sa cigarette, il détaille les recommandés qui se succèdent. Et confie son sentiment d'être persécuté de toutes parts. « Depuis que Chantal Jouanno [alors ministre des Sports] a signé la déclaration d'intérêt général du stade en 2011, c'est foutu », s'énerve-t-il. Partagé entre résignation et attachement à une terre sur laquelle sa famille est installée depuis quatre siècles, Philippe a fini par accepter l'occupation de son champs par les résistants au projet. « Même si la cohabitation n'est pas toujours facile, ils sont là pour me défendre. »

Sur le front juridique, le recours déposé par Étienne Tête est loin d'être unique. 35 autres recours touchant de près ou de loin le futur stade de l'OL doivent être examinés. Étienne Tête a entamé un véritable marathon judiciaire contre l'OL Groupe. Alors qu'une dizaine de propriétaires contestent leur expropriation au prix d'un euro le mètre carré, il a notamment déposé une question prioritaire de constitutionnalité sur le code de l'expropriation. Des obstacles administratifs qui font reculer d'autant le début des travaux. La justice administrative devra également étudier le recours concernant la déclaration d'intérêt général. « Trois matchs de l'Euro 2016, quelques milliers de spectateurs pour des matchs de foot ne méritent pas l'intérêt général », ironise l'association locale Carton rouge.

Un point de vue partagé par les commissaires de l'enquête publique de 2010, qui

soulignent l'« absence quasi totale d'utilité » des infrastructures pour les habitants et les travailleurs des communes concernées. La commission d'enquête juge « totalement inacceptable que des kilomètres de voiries, pas moins de quatre ouvrages d'art, des milliers de places de parking et deux stationnements de tramway, financés par l'argent public, ne servent que huit jours par an, en temps cumulé et au seul profit du groupe privé qui exploitera le stade ». Des fonds publics sont engagés pour financer les voies d'accès au stade. Gérard Collomb, sénateur et maire socialiste de Lyon, a promis que le projet ne coûterait pas plus de 200 millions d'euros à la collectivité. L'association Carton rouge estime qu'au moins le double sera nécessaire.

Entente et spéculations immobilières

Autre point sensible : l'accord tacite, entre l'OL Groupe et le Grand Lyon, présidé par Gérard Collomb, sénateur maire PS de Lyon, sur la vente des terrains du futur stade. Une affaire révélée par le magazine Lyon Capitale en mars 2012, qui redonne du grain à moudre aux opposants : dès 2006, et avant l'annonce officielle du projet d'OL Land, le Grand Lyon achète des terrains à des agriculteurs sur le Montout, à un prix dérisoire compris entre 7 et 14 euros le m². En avril 2011, le Grand Lyon cède 30 hectares à l'OL, au prix de 40 euros le mètre carré. Quelques mois seulement après la vente, fin 2011, le conseil communautaire du Grand Lyon fait approuver la révision du plan local d'urbanisme, qui fait grimper le prix du mètre carré à 300 euros !

La Foncière du Montout, propriétaire des terrains et dont l'OL est actionnaire majoritaire, vaudrait maintenant 200 millions d'euros pour des terrains acquis 22 millions d'euros. L'opération immobilière a permis à l'OL de gagner au minimum 180 millions d'euros... Faut-il s'en étonner quand, dans le montage financier du projet, les plus-values immobilières sont l'un des modes de financement du stade ? La fédération d'associations s'opposant au Grand Stade, les Gones pour Gerland, demande le jugement de « ces actes délibérés d'entente illicite, d'abus de pouvoir, de détournement de biens publics, ou encore de favoritisme et recel de favoritisme ».

Occupation non-violente contre foot-business

Près de 4 000 habitants de Décines-Charpieu – soit 20 % des électeurs – ont demandé en janvier un « référendum » sur l'implantation du stade dans la commune. Le maire se voit obligé d'inscrire le sujet à l'ordre du jour du conseil municipal, le 9 février. Mais refuse finalement d'ouvrir la consultation.

Du côté du PS national, c'est le silence radio, malgré les différents courriers de relance des associations locales. Les sections locales PS de Bordeaux et de Nice sont pourtant vent debout contre les projets de stade



portés par les maires UMP de ces deux villes. Les élus locaux semblent découvrir les nuisances que générerait le projet OL Land, alors que les commissaires enquêteurs émettent de nombreuses réserves depuis des années. « La décision de construire un stade de 60 000 places, sans transports en commun efficaces, en sacrifiant une centaine d'hectares de terres agricoles, va à l'encontre de tous les objectifs affichés par le Grand Lyon », écrivent notamment les commissaires dans l'enquête publique de 2010.

Malgré les fortes pluies depuis l'installation du camp, les militants de la « Zone à défendre » anti-OL Land demeurent déterminés. Au centre du camp, une yourte a été installée « sur le tracé de la route prévu pour rejoindre l'OL Land », précise Baptiste. Un tipi surplombé par un mât symbolisant la paix, entouré de tentes, comme des remparts ; à quelques pas, des toilettes sèches, une serre et une cuisine faite de palettes côtoient la forêt de résineux. En contrebas de la butte, des moutons paissent tranquillement, sans se soucier des nouveaux habitants. « Avec notre campement, on veut encourager un certain art de vivre », explique Dawan. Au programme : potager, écoconstruction, ateliers, débats, théâtre, cirque, musique, actions militantes... « Avec de l'organisation, on arrive à tout. On vient de monter une serre et on va pouvoir récupérer de l'eau », explique le militant.

Mobilisation contre les « grands projets inutiles »

Georges, un syndicaliste à la retraite aujourd'hui membre de l'association Carton rouge, vient prendre des nouvelles du groupe. Et de Sophie, qui quelques jours plus tôt, a participé à une action de blocage d'un

autocar affrété par Jean-Michel Aulas pour une visite du chantier à venir. « Après avoir été violemment poussée par deux flics contre une voiture, je me retrouve avec deux entorses cervicales, une contorsion à l'épaule, quatre jours d'ITT, six jours de minerve », explique-t-elle. « On ne peut pas accepter cette violence à l'encontre de ces jeunes qui luttent contre un projet de prestige qui n'a rien à voir avec le sport, sinon le business », s'énerve Georges. Il apporte un sac rempli de vêtements, donnés par une voisine. Nombreux sont les riverains qui viennent faire des dons. « Normalement, on vit des récupérations des poubelles ou des supermarchés, mais ici plus de raison de le faire, car la solidarité nous fait vivre », précise Baptiste.

En cette fin du mois de mai, on retrouve autour de la yourte des militants de la Confédération paysanne, d'Attac, des Amis de la Terre, de Reclaim the fields, des faucheurs... « Le stade, c'est une lutte locale mais qui s'inscrit dans une lutte internationale, explique Sophie. Et le lien de toutes ces luttes, c'est la terre. » Un week-end est prévu les 30 juin et 1er juillet pour créer des passerelles avec d'autres combats. Cette mobilisation sera suivie par un forum européen contre les grands projets inutiles, à Notre-Dame-des-Landes, du 7 au 11 juillet. Derrière les projets d'OL Land, d'aéroport à Notre-Dames-des-Landes, de grand stade de rugby ou de ligne TGV Lyon-Turin, on retrouve la même multinationale française : Vinci. « Plus on sera nombreux, plus on représentera un gros grain de sable dans la machine », veut croire Dawan. Dans le cas de l'OL Land, les travaux ont déjà pris des années de retard. « Si le stade n'est pas prêt pour l'Euro 2016, prédit l'association Carton rouge, il ne sera plus d'intérêt général, donc les routes ne seront plus nécessaires, et le château de cartes s'écroule. »

S. C.

Ici Tunis, appel à la solidarité

DURANT ET APRÈS le soulèvement populaire du 17 décembre 2010 au 14 janvier 2011 en Tunisie, une nouvelle brèche dans l'histoire politique du pays s'est ouverte, non seulement par rapport à ses conséquences sur la structure sociopolitique du pays, mais aussi sur la pensée et la théorie révolutionnaires. Désormais, une partie grandissante des militants jeunes et moins jeunes se sont débarrassés des dogmes hérités de plusieurs générations de gauche en Tunisie qui croyaient en des moyens de luttes archaïques, autoritaires et qui aliénaient les militants au lieu de les émanciper (partis, hiérarchie, bureaucraties). Les jeunes tunisiens qui se sont soulevés contre la tyrannie n'avaient pas besoin d'un parti ou d'un leader pour les guider, ils ont su créer leurs propres moyens de résistance, ont pu s'auto-organiser en des comités autonomes, ont réussi à inventer des formes de lutte, inconnues jusque-là. Le peuple a su démontrer qu'il n'avait besoin que de lui-même pour faire sa révolution. C'était une leçon historique pour une gauche qui a longtemps sombrée sous les illusions staliniennes les plus absurdes, et c'était tout à fait naturel et compréhensible que les jeunes révolutionnaires les plus avertis aient déserté ces vieilles structures pour créer les leurs en se basant sur de nouveaux concepts (autogestion, autonomie, horizontalité). La pensée libertaire en Tunisie s'introduit de fait et sans assise théorique ou idéologique. D'où l'émergence de plusieurs expériences de mouvements révolutionnaires (Front de libération du peuple tunisien, Mouvement des jeunes tunisien, Mouvement des jeunes de la dignité, Mouvement désobéissance, etc.). Tous ces mouvements, bien qu'ils partagent les mêmes valeurs et les mêmes pratiques clairement antiautoritaires et libertaires, n'ont pas su développer une plateforme d'action commune et concrète pour des raisons subjectives et objectives, surtout du fait de la récupération par la contre-révolution de gauche comme de droite, avec l'aide des grandes forces impérialistes. Pendant la période des élections, ces mouvements, enfants légitimes de la révolution, se sont vus rétrécir étant donné le manque de moyens et de coordination face à la machine médiatique, la logistique du pouvoir et l'épuisement moral et matériel de certains d'entre eux.

Il est impératif maintenant que ces divers groupes de jeunes révolutionnaires aient la conscience que l'union est une obligation et



c'est la tâche que nous – jeunes anti-autoritaires tunisiens – devons faire le plus vite possible.

Pour cela, nous nous adressons à nos camarades partout dans le monde par solidarité militante dans le but d'essayer de faire émerger en Tunisie cette nouvelle force. Le manque de moyens matériels et logistiques est un obstacle majeur pour nous, et vu que la post-dictature ne nous laisse pas le choix, nous pensons créer une association fantôme pour pouvoir avoir un local qui sera une adresse reconnue à tous ces jeunes révolu-

tionnaire. Avoir notre propre lieu est la condition de tout travail révolutionnaire sérieux et réfléchi, sans oublier la fourniture nécessaire (bureaux, matériels, livres, revues). Ce local pourra aussi nous aider à résoudre quelques problèmes financiers (certaines tâches et produits, les foires du livre, les gadgets, etc.) par les contributions des adhérents qui seront notre seule source de financement pour garder notre indépendance.

H.

Les Asturies montrent la voie



Ramón Pino

*Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste*

OUTRE PYRÉNÉES, ça ne fait pas la une des journaux nationaux¹, tout juste des articles en fin de rubrique économique, et, pourtant, les mineurs des bassins des Asturies sont engagés depuis trois semaines dans une lutte extrêmement dure contre le gouvernement espagnol. Le conflit fait suite à l'annonce des modifications du Plan général pour les mines de charbon pour la période 2006-2012 (qui aurait dû prendre fin au 31 décembre). Un premier plan avait été concocté par le gouvernement Aznar (droite) en 1996, puis un second par le gouvernement Zapatero (gauche), à la suite des révoltes dans les bassins miniers en 2005. Ce second plan prévoyait de démanteler cette branche d'industrie progressivement jusqu'en 2018, avec reconversion des travailleurs à la clé. Le gouvernement actuel veut, lui, accélérer le mouvement, la crise financière (toujours elle, bien sûr) étant passée par là.

Les conséquences prévues ne sont pas minces : fermeture de mines en hausse de 64 %, réduction des aides aux exploitations du secteur de 39 % en ce qui concerne les infrastructures, et de 76 % pour ce qui est des investissements, réduction des allocations pour l'Institut du charbon de 39 % également. Et, cerise sur le gâteau : réduction des investissements concernant la sécurité des travailleurs de... 100 % ! Zéro euro prévu pour la protection, la santé et la vie des mineurs. C'est ça la droite décomplexée. Inutile de dire que les syndicats ont réagi au quart de tour en appelant à la grève la dernière semaine de mai. Inutile de préciser non

plus que l'appel a été reçu cinq sur cinq, et que la grève a été suivie massivement (dans les Asturies, dans le León et en Aragon, chaque jour, plus de 200 barrages de routes, autoroutes ou voies ferrées, incendies de pneus, affrontements musclés avec les forces policières, dont la toujours fameuse garde civile toujours prête à casser du gréviste, manifestation organisée à Madrid pour populariser la lutte et faire pression sur le gouvernement Rajoy). Il faut aussi préciser que traditionnellement le taux de syndicalisation dans cette région et ce secteur d'activité a toujours été très élevé : près de 90 %, mais que ces syndiqués traînent toujours une réputation de « dissidents syndicaux » de par leur pratique des luttes « horizontale », en net décalage avec les consignes officielles de leurs centrales (UGT ou CCOO).

La principale revendication des travailleurs est de demander aux autorités d'envisager le problème non seulement d'un point de vue économique, mais également environnemental, en établissant de véritables plans de reconversion industrielle conduisant progressivement vers la fin de l'extraction du charbon et son remplacement par des industries socialement et économiquement durables pour celles et ceux qui vivent actuellement de la mine. Évidemment, de reconversions, il n'en n'est plus question, et la situation vire au tragique. Jusqu'à présent, toutes les subventions ont servi à garantir les salaires et l'entretien du matériel mais pas la reconversion du secteur. Résultat, quand l'activité minière aura définitivement cessé (et

ça se précise), les chefs d'entreprise conserveront leur argent et leurs privilèges ; par contre, la région sera totalement sinistrée : les travailleurs et les habitants devront la quitter ou accepter de vivre avec des pensions ridiculement basses (pour ceux qui en bénéficieront).

Face à cette menace, la grève s'est rapidement étendue à d'autres bassins miniers (León et Aragon) et à d'autres secteurs (transports et chantiers navals). Les mineurs sont parfaitement conscients que les suppressions d'aides annoncées sont de fait une condamnation du secteur minier. Les centrales thermiques devront à l'avenir utiliser du charbon d'importation, moins cher puisque provenant de pays où la main d'œuvre travaille dans les pires conditions et pour des salaires de misère (principalement la Chine). La colère des mineurs est d'autant plus grande que ces dernières années, les fameuses aides gouvernementales se sont « perdues » dans les méandres des administrations (sans doute pas perdues pour tout le monde). Depuis le 28 mai, une dizaine d'entre eux occupent deux galeries tandis qu'en surface la grève est massive et illimitée. Ceux qui se sont rendus à Madrid pour manifester ont été « accueillis » par les charges policières et des tirs au flash-ball, ce qui n'a eu pour effet que d'accroître leur détermination. Dans les Asturies, des affrontements violents ont eu lieu entre grévistes et forces de l'ordre, ces derniers comptant plusieurs blessés dans leurs rangs. On a d'ailleurs eu droit à des déclarations tragicomiques de la



garde civile par le biais de deux de ses associations, l'USGC (Union des sous-officiers de la garde civile) et la GCPD (Gardes civils pour la démocratie – ça ne s'invente pas!) qui ont exprimé leur «mal-être dans le conflit du secteur minier des Asturies et du León, qui a provoqué des blessures chez les gardes civils et la police nationale» (et pas chez les manifestants?). Par ailleurs, «ils reconnaissent la Constitution qui permet aux travailleurs de manifester, surtout dans un contexte d'atteinte à leurs droits et de coupes budgétaires touchant tous les Espagnols» (y compris les flics?). Toutefois ils «ne comprennent pas l'utilisation de méthodes violentes utilisées par les travailleurs» (c'est l'hôpital qui se fout de la charité...) mais trouvent pour certains d'entre eux «louable d'avoir recours à des outils démocratiques pour réclamer leurs droits» (peut-être devraient-ils se poser la question de savoir si leurs matraques et flash-ball sont des «outils démocratiques», eux qui défendent les intérêts de la classe possédante). Toujours est-il que 250 agents supplémentaires ont été envoyés à la rescousse pour reprendre la situation en main.

Malgré cela, le 4 juin, ce sont les transports de la région qui se sont déclarés en grève illimitée, suivis par des enseignants, le 7, les travailleurs des chantiers navals du Ferrol s'y sont mis aussi. Quatre mille d'entre eux manifestent, barrent l'autoroute de El Ferrol et ont occupé la mairie et la chambre des congrès avant d'être expulsés manu militari à la demande de ceux qui s'autoproclament représentants de la population. Malgré toutes ces grèves et manifestations dans ces divers secteurs (mines, chantiers navals, éducation, santé, transports), les médias obser-

vent un quasi-silence complice avec un pouvoir qui a toujours eu fort à faire avec les Asturies, dont les mineurs demeurent un modèle de combattants des luttes sociales en Espagne. 1934 l'avait déjà montré avec une insurrection menée par l'UGT et la CNT et sauvagement réprimée (plus de 2000 morts). 1962, c'est encore dans les Asturies que démarra un mouvement revendicatif qui se propagea à tous les bassins miniers, devenant ainsi la première grève à l'échelon national sous la dictature de Franco. Grève qui eut également des répercussions la même année chez les mineurs d'autres pays (France et Belgique), et qui aboutit en Espagne à une amélioration conséquente des conditions de travail, ainsi qu'au recul du syndicat vertical (imposé par les franquistes), et à la création d'assemblées ouvrières devenant les nouveaux interlocuteurs du patronat (assemblées qui donnèrent naissance aux commissions ouvrières – CCOO). Un an plus tard, Pablo Picasso immortalisa cette grève par un dessin représentant une lampe de mineur.

La mémoire ouvrière le rappelle : «La mine est un terrain de lutte, de solidarité, d'effort. Les mineurs, leurs familles, tous les habitants des bassins miniers, grandissent en apprenant que l'effort est ce qui forge le travailleur, que l'entraide est ce qui permet de survivre, et que chacun a besoin des autres en cas de problème.»

Il y a trente ans, cette branche d'activité employait 53 000 mineurs qui ne sont plus aujourd'hui que 7 900, la production étant tombée de 20 millions de tonnes à 8 millions cette année.

Les travailleurs ne comprennent pas que

le gouvernement de Madrid, qui s'apprête avec l'aide de l'Europe à injecter une centaine de milliards d'euros dans Bankia², ne puisse pas débloquer les 250 millions nécessaires pour maintenir leur activité. Auparavant, les aides au secteur minier avaient été réduites de 600 millions d'euros. Il s'agissait d'une décision gouvernementale prévoyant un plan de coupes budgétaires de 37 milliards d'euros (dont 10 rien que pour l'Éducation et la Santé). La pilule est donc particulièrement difficile à avaler, et un nouvel appel est lancé par les mineurs en grève : «Nous devons être un moteur qui mobilise, agite, diffuse et conscientise le plus de monde possible en faveur de la lutte contre le despotisme bancaire, contre la mafia financière qui nous saigne et tire les ficelles. Il nous faut rattacher cet appel à la grève générale des transports prévue fin juin dans le but de paralyser Madrid.»

Appel entendu dans d'autres régions d'Espagne qui ne sont pas forcément des bassins miniers, mais qui sont solidaires des mineurs. Par exemple, Valence, où une manifestation de soutien aux grévistes a eu lieu derrière les drapeaux rouge et noir, républicains et étoilés (autonomistes) au cri de «Si Valence était minière, elle brûlerait toute entière».

Pas de répit pour les exploiters, pas de vacances pour les luttes : rendez-vous est donc pris à la fin du mois pour une «marche noire» sur la capitale espagnole. **R. P.**

1. Voir *Le Monde libertaire* n° 1676 : «Ni coupables, ni responsables».

Anarchie, sport et compétition

Interview d'un camarade sportif de haut niveau



AVEC LA SORTIE du livre *Éloge de la passe*¹, la question du rapport des libertaires au sport se (re) pose. Nous avons voulu aller plus loin en nous entretenant avec un camarade militant anarchiste, judoka de haut niveau (qui souhaite rester anonyme, pour d'évidentes raisons). La compétition reste assez mal vue chez les libertaires, comment, lui, la voit-il, comment la vit-il ?

Le Monde libertaire: Peux-tu te présenter, politiquement et sportivement ?

Le Judoka: Sportivement, j'ai commencé le judo à 4 ans, je n'ai donc pas choisi. En revanche j'ai choisi de m'y investir et de faire une carrière de haut niveau. Politiquement, je suis issu d'un milieu social relativement aisé et totalement dépolitisé. Pour aller en section sport-étude, je suis entré dans un lycée modeste, loin de ma famille. Là bas, j'ai pris conscience des inégalités de notre société. C'est le constat de cette situation qui m'a conduit à me politiser. Après m'être approché des milieux militants parisiens et avoir pris connaissance du fonctionnement de différentes organisations, je me suis naturellement tourné vers le milieu libertaire.

Le Monde libertaire: Tu es libertaire et sportif de haut niveau, qui plus est dans un sport de combat. Comment gères-tu la contradiction entre l'idée d'écraser son ennemi et les valeurs libertaires ?

Le Judoka: Tout est dans la conception que l'on a de la compétition. L'idéologie dominante conçoit la compétition comme une simple hiérarchisation d'individus. Les premiers méritent les honneurs, les derniers méritent le mépris. C'est, à peu de chose près, l'essence même du libéralisme économique. Cette conception de la compétition est invivable pour moi. J'ai choisi de la concevoir d'une manière différente. Lors de la confrontation, je ne suis pas motivé par le fait de battre mon adversaire ou de l'écraser en lui montrant qui est le plus fort, mais par ma propre progression. Je m'efforce de me concentrer sur mon évolution personnelle. Je vois l'adversaire comme quelqu'un qui me permet de progresser et de grandir humainement. Quand le sauteur en hauteur se bat pour franchir une barre, moi je combats un adversaire. Il n'est pas là pour me faire du mal ou me détruire, mais pour m'offrir une opposition qui va me permettre d'avancer. Moi, en retour, je m'efforce d'être à mon

meilleur niveau pour lui permettre d'évoluer. Et, au même titre qu'il serait absurde que le sauteur ait de l'animosité envers la barre qu'il doit franchir, il est absurde que j'en aie pour mon adversaire. Au moins parce que, sans lui, il n'y a pas de combat possible... En bref, la finalité n'est pas la victoire mais la progression. Qui plus est, gagner reste relatif. Une bonne journée, de la chance, les autres qui font des erreurs... Tout ça peut déboucher sur une médaille. En revanche, la progression personnelle (autant mentale que physique), la recherche permanente du geste juste, la rigueur dans l'entraînement, tout cela est une sorte de quête permanente et une aventure humaine épanouissante.

Le Monde libertaire: A-t-il été facile de résoudre ce conflit intérieur ?

Le Judoka: Non. Il est difficile de s'émanciper de l'idéologie dominante. Il y avait un vrai conflit en moi. Mes actes en tant que judoka étaient en contradiction avec mes convictions politiques. J'ai été forcé de changer la vision que j'avais de mon sport pour retrouver un équilibre. D'ailleurs, je pense qu'il y a là un réel enjeu éducatif. Transmettre

une conception différente du sport et de la compétition me semble très important dans l'optique d'un changement de société. D'une certaine manière, le sport peut même être un vecteur permettant de véhiculer nos idées. L'ouvrage *Éloge de la passe* en est un exemple concret.

Le Monde libertaire: La Fédération anarchiste informelle a annoncé qu'elle ferait tout pour saboter les Jeux Olympiques, qu'en penses-tu, toi qui as déjà participé aux JO?

Le Judoka: Je crois qu'il est important de bien définir ce que sont les Jeux Olympiques aujourd'hui. Il y a deux aspects: l'aspect sportif et l'aspect politico-économique. En effet, au-delà des compétitions sportives, les Jeux Olympiques constituent un moment privilégié que beaucoup de leaders politiques utilisent pour déplacer leurs pions sur l'échiquier diplomatique. La période des jeux sera aussi l'occasion pour beaucoup d'individus indifférents au côté noble du sport, de venir faire du fric. À l'inverse, pour la plupart des sportifs, les Jeux Olympiques constituent un aboutissement. Il serait assez mal venu, je pense, de saboter un événement sportif pendant les Jeux Olympiques. D'une part, parce qu'on briserait les espoirs d'athlètes n'ayant aucune responsabilité dans la dérive commerciale de l'événement et, d'autre part, parce qu'un sabotage se heurterait à une incompréhension. En revanche, je soutiendrai toute dénonciation de l'aspect politico-économique des Jeux Olympiques. Ce qui, pour le coup, aurait un réel sens politique. Encore une fois, à nous de militer pour nous réapproprier le sport.

Le Monde libertaire: Au-delà de cela, le sport est assez souvent mis au ban du milieu libertaire, qui le valorise rarement.

Le Judoka: C'est vrai et je pense que c'est un tort. Je pense qu'il est aussi important de se cultiver physiquement qu'intellectuellement. La pratique du sport permet de découvrir des sensations, des états d'esprit qui sont difficiles à atteindre autrement. Le dépassement de soi dans l'effort physique offre une satisfaction particulière, qui permet de grandir humainement. Le sport permet également de progresser mentalement. La concentration, la persévérance, la détermination se développent pendant cette pratique. Et, qui plus est, en tant que militant révolutionnaire, je pense qu'il faut être capable de tenir le coup face à d'éventuels opposants. De façon un peu plus concrète, c'est peut-être bête à dire, mais courir vite après une action qui a mal tourné, c'est autant d'heures de garde à vue en moins, être solide face à trois nazis c'est autant de nuits à l'hosto en moins, etc. Il ne s'agit pas de faire l'éloge du virilisme et je ne dis pas que notre militantisme devrait être



centré sur l'entraînement physique comme chez les fachos. Mais je pense que ce serait une erreur de continuer à négliger comme nous le faisons aujourd'hui la culture physique.

Le Monde libertaire: Dans les sports de combat, surtout dans le sport japonais, il y a une culture de la soumission au *sensei* (maître) assez puissante, comment vois-tu ça?

Le Judoka: Comme leur nom l'indique, les arts martiaux sont les arts de Mars, dieu de la Guerre. Ils étaient donc pratiqués par des militaires. Les pratiques militaires d'ordre, de discipline et de soumission au chef se retrouvent d'une certaine façon dans nos pratiques aujourd'hui. Mais à moindre niveau évidemment. C'est évident, mais en grande partie c'est un folklore qui n'est pas primordial. Quant à la soumission au *sensei*, c'est encore une question de conception. On pourrait définir ce terme par «celui qui était là avant moi, qui est garant du savoir, de l'expérience, d'une technique ou d'un savoir-faire». De ce point de vue-là, le *sensei* n'est pas un grand prédicateur qui abreuve ses élèves de vérités, mais plutôt un outil que les pratiquants vont utiliser pour progresser. Je

conçois l'entraîneur comme mon égal et, d'une certaine façon, notre rencontre humaine lui apprend autant à lui qu'à moi. Et, par exemple, mon entraîneur m'a dirigé vers d'autres entraîneurs qui m'aident à développer mon propre judo, il m'aide aussi à trouver par moi-même un moyen de surmonter mes difficultés.

Le Monde libertaire: Tu as quelque chose à dire en conclusion?

Le Judoka: Le problème n'est pas le sport en lui-même, mais sa récupération par le capitalisme. De même que le souci dans «école bourgeoise» ce n'est pas le premier mot mais le second, dans «sport capitaliste» c'est le capitalisme qui est à abolir! La compétition et le sport en général sont des outils. Ils peuvent être formateurs ou destructeurs. À partir de là, il ne tient qu'à nous d'en conceptualiser la pratique et d'en faire des instruments nous permettant de nous épanouir. Ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain!

*Propos recueillies par Bali
du groupe Regard noir de la Fédération anarchiste*



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

Les camps de la honte



Le camp de Septfonds

Agnès Pavlowsky

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

INFORMER encore et encore du sort réservé aux républicains espagnols réfugiés en France, après qu'ils eurent combattu, durant deux ans et demi, les forces franquistes soutenues par les armées nazie, fasciste et celle du dictateur portugais Salazar, c'est leur rendre hommage et rappeler quelques vérités. Parmi ces Espagnols, nombreux étaient des anarchistes dont l'histoire tisse le fil de la nôtre.

Nous ne pouvons exposer toutes les situations vécues dans les « camps du mépris », mais nous pouvons évoquer les souffrances endurées dont les traces indélébiles affectent souvent les descendants, de manière plus ou moins profonde.

Les réfugiés espagnols, cherchant un refuge contre le franquisme, sont entrés en France entre 1938 et 1940. En 1939, entre fin janvier et mars, lors de la Retirada (la retraite de l'armée républicaine vaincue), ils sont arrivés en masse : plus de 500 000 personnes, dont environ 350 000 ont séjourné

dans des camps. À leurs côtés se trouvaient des brigadistes.

L'hiver était rude ! Sous la pluie, la neige, tenaillé par la faim et la soif, sous le feu de l'aviation franquiste, un flot humain se pressait à travers les Pyrénées, attendant que le gouvernement français ouvre la frontière. Celle-ci s'est entrouverte le 28 janvier 1939 pour les enfants, les femmes et les vieillards. Le 5 février au matin, les représentants de la Seconde République espagnole ont suivi. Le soir, les autorités françaises permettaient aux hommes d'entrer en France.

Le pays, dépassé par cette arrivée massive, n'a pu mettre en place rapidement la logistique nécessaire à un accueil décent. Pourtant, cet exode était prévisible, puisque chaque conquête des franquistes entraînait de nouveaux départs en nombre. Fin 1938, environ 45 000 Espagnols avaient été hébergés dans des colonies, dans des familles françaises et des familles d'origine espagnole. En



outre, dès 1937, les services de l'ambassade française à Madrid avaient averti que la France devait se préparer aux conséquences de la défaite des républicains.

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas pris en considération cette alerte ? Pourquoi les camps militaires n'ont-ils pas été mis à disposition ? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas dirigé les blessés et les malades vers les hôpitaux militaires plutôt que vers les établissements civils, moins bien équipés ? Pourquoi certains – des milliers – n'ont-ils même pas été soignés, comme le père de Serge Utgé-Royo, soldat dans l'armée républicaine, issu de la colonne Durutti, au haut du poumon transpercé par une balle. Il en gardera des séquelles. Ainsi a-t-il séjourné d'abord à Mont-Louis, sans soins, dormant à même le sol, dans un pré enneigé. Le souvenir de ce froid glacial restera gravé dans sa mémoire. Comme ses compagnons, il n'avait rien, ou pas grand-chose, pour s'en protéger.

Une telle tragédie s'explique par le contexte international, la situation spécifique de la France et les stratégies adoptées par le gouvernement.

Rappelons que durant la guerre d'Espagne, Léon Blum optait pour ce qu'il appelait une « non-intervention relâchée ». Il fermait les yeux sur quelques livraisons d'armes françaises, léger manquement à l'embargo auquel la France s'était engagée, avec nombre d'États. Bien que ses convictions le portaient à soutenir les républicains espagnols, sa peur d'une montée de l'opposition, dans une France craignant une nouvelle guerre – la plupart des Français n'avaient pas

conscience qu'elle avait déjà commencé en Espagne –, le conduisait à ce louvoiement.

Le gouvernement de Léon Blum avait assuré un accueil convenable aux premiers réfugiés espagnols, mais celui d'Édouard Daladier menait une politique plus restrictive, fermant la frontière, ne l'ouvrant, en 1939, que sous la pression de l'urgence humanitaire, tout en prévoyant le rapatriement des réfugiés.

La Retirada eut lieu alors que la situation financière du pays se dégradait. La droite et l'extrême droite, le vent en poupe, au diapason avec une partie de la population, se plaignaient de « l'invasion » espagnole. La xénophobie ambiante était relayée et exaspérée par une presse malveillante, en particulier dans les Pyrénées. L'exode espagnol avivait les clivages politiques français.

La solidarité n'était pas de mise, sauf chez certains militants de gauche, des anarchistes et quelques entités caritatives, telle les quakers. Que ce soit dans la métropole ou au Sahara colonisé, le gouvernement recevait ces Espagnols antifascistes, contraint et forcé, sans aucune anticipation, dans des conditions indignes, confinant aux mauvais traitements.

La préoccupation était sécuritaire, d'où des fouilles strictes des bagages, des vêtements au passage de la frontière. « Malgré la fatigue et l'abattement, les scènes conflictuelles ne sont pas rares à la frontière car la brutalité et le mépris qui leur sont parfois manifestés ne laissent pas les réfugiés sans réaction¹. » Les préfets ont élaboré des rapports sur les mentalités et les comportements des réfugiés.

Dès leur arrivée, les combattants devaient remettre leurs armes. « Déracinés, vaincus, humiliés, les miliciens espagnols n'ont même plus le droit de chanter leur hymne. En France, le Front populaire a vécu et c'est sans doute pour éviter une sorte de contagion que l'on censure, par exemple, L'Internationale². »

Ceux qui avaient traversé les Pyrénées étaient d'abord installés dans des prairies, des centres de « contrôle », de « recueil ». Les familles, séparées, étaient tenues dans l'ignorance des destinations des uns et des autres.

Après un « tri », la plupart des enfants, des vieillards et des femmes étaient conduits à l'intérieur du pays. Les combattants étaient amenés dans des camps que l'administration nommait « camps de concentration » : Argelès, Saint-Cyprien, Le Barcarès, Rivesaltes dans les Pyrénées-Orientales, Ogeu-les-Bains et Gurs dans les Pyrénées-Atlantiques, Bram et Montolieu dans l'Aube, Agde dans l'Hérault, Le Vernet, Mazères et Rieucros dans l'Ariège, Septfonds dans le Tarn-et-Garonne, et d'autres dans les Landes, en Gironde...

Dans certains camps, on rassemblait des Espagnols par lieu d'origine, catégorie sociale, âge, appartenance politique. Ainsi, dans le camp de Bram, il y avait surtout des vieillards. Rivesaltes était à dominante catalane ; beaucoup d'enfants s'y trouvaient aussi, dont certains sans parents. À Gurs, la langue basque était la plus parlée. Septfonds était majoritairement communiste et Le Vernet plutôt anarchiste, avec des membres de la colonne Durruti. Dans tous les camps se côtoyaient des civils, des soldats de l'armée républicaine, des miliciens divers, et, dans une moindre mesure, des femmes et des



enfants. Là où des combattants communistes ou anarchistes étaient les plus nombreux, les conditions étaient plus dures, la surveillance plus stricte ; on craignait qu'ils soutiennent leurs camarades français dans la diffusion de leurs idées.

En cet hiver 1939, dans les camps des plages, souvent bordés de marécages, rien n'était prévu pour s'installer. « Tous sont déjà infirmes, amputés du cœur par le déracinement. Beaucoup vont s'endormir là de leur dernier sommeil... Le premier trou qu'ils creusent instinctivement dans le sable, pour se protéger du froid, ressemble à une tombe³. »

Daniel Pinos⁴, dont le père cénétiste a franchi la frontière le 9 février 1939, relate les paroles de ce dernier sur ses huit mois passés dans le camp d'Argelès : « Il n'y avait pas de baraquement. Tous dormaient à même le sable, creusant pour se protéger des intempéries. Les premiers jours, il n'y avait pas de nourriture, la mort hantait le camp. Ils souffraient de la maladie des sables [arenitas]. La dépression gagnait ces combattants à qui on avait retiré les armes. »

Serge Utgé-Royo⁵ a recueilli quelques précisions de son père, qui lui aussi a séjourné dans ce camp : « Ils s'enterraient dans le sable pour se protéger de la tramontane. Avec des vêtements, des chaussures, ils fabriquaient des parapets, des abris d'une vingtaine de centimètres. Pour dormir, ils s'enfonçaient dans le sable. Au matin, ils en ressortaient telles des écrevisses ; ils découvraient alors que l'un d'entre eux, dont la capote n'avait pas été soulevée, était mort. »

Ces descriptions du premier camp sont similaires à celles de la plupart des camps, dans les premières semaines de leur existence, avant que des baraquements soient fabriqués, souvent de la main même des Espagnols. « Ils se sont regroupés par affinité politique, se sont entassés dans des cabanes

en bois et ils ont enterré les morts », explique Daniel Pinos.

La priorité des autorités françaises n'était pas l'aide ou le soutien. La préoccupation était de maintenir l'ordre : les enceintes, les fils de fer barbelés ont été rapidement montés.

Pour saisir les conditions dans lesquelles ont vécu ces Espagnols, les premiers temps, prenons l'exemple du camp de Gurs, prototype de ceux aménagés, de manière bien rudimentaire, au printemps 1939.

Éloigné des zones urbaines, en bord de route nationale, il était aisé à ravitailler. Le 2 avril 1939, des combattants républicains, des Basques et des combattants des brigades internationales s'y installaient. Gurs était conçu pour 18 500 personnes. Des baraques en bois, 428, mal isolées, avaient été construites par l'administration départementale des Ponts et Chaussées le long de l'allée centrale, unique endroit goudronné. « Le camp s'étend sur 79 hectares, divisés en 13 îlots séparés les uns des autres par des barbelés. Chaque baraque mesure 24 mètres sur 6 et est prévue pour 60 internés environ⁶. » Les installations ne protégeaient ni du froid, ni de la pluie.

L'insuffisance alimentaire, la surpopulation, le manque d'hygiène – les équipements sanitaires étaient insuffisants, voire inexistants – causaient des maladies. Les Espagnols subissaient des conditions de vie humiliantes. Faute de toilettes, en proie à de terribles coliques, ils devaient courir jusqu'à la mer. « La promiscuité et l'insistante puanteur des déjections contribuent à miner le courage et la dignité des internés⁷. » Par la suite, des latrines collectives seront mises à disposition, sous la garde des spahis.

Serge Utgé-Royo, lors de la visite d'une exposition à Perpignan, a été bouleversé par une photographie et l'explication que son père lui a donnée : « Tu vois la bordure noire ? », a-t-il demandé ; et il a poursuivi : « C'est de la merde. Nous n'avions pas le droit d'aménager ce qu'il fallait. Nous étions obligés d'aller au bord de l'eau. Nous faisons nos besoins à la vue de tous, là où nous nous lavions, là où nous lavions notre linge. Ces défécations allaient et venaient, marquant une délimitation sur le sable, une ligne noire à l'infini. » Ceux qui cherchaient à préserver leur intimité risquaient d'être frappés à coup de crosse ou de sabre, comme le père de Serge Utgé-Royo l'a relaté : « Un jour que j'avais la diarrhée, j'ai cherché un endroit à l'abri des regards, éloigné de la plage. J'ai pu creuser et défaire mon pantalon, mais j'ai entendu un cheval s'approcher au galop. J'ai juste eu le temps de me rhabiller sans m'essuyer. Quelle humiliation ! Le soldat m'a donné un coup de sabre en bas du dos qui a été quelque peu amorti par ma capote militaire. »

Selon Raymond Roig, 14 600 personnes sont mortes durant les six premiers mois⁸, sachant que nombreuses étaient arrivées malades, blessées. Mais beaucoup ont souffert de dysenteries, de pneumonies. La typhoïde, la tuberculose et même le paludisme faisaient des ravages. Toutes ces maladies venaient du manque d'eau potable, de l'insalubrité, de la surpopulation et de l'absence de protection contre les intempéries. Il faut aussi mentionner la faiblesse des soins médicaux.

L'absence d'anticipation et de volonté explique l'indigence de la logistique. Ainsi a-t-il fallu attendre cinq mois pour que des améliorations soient apportées dans les camps du Roussillon. Au-delà de la négli-



gence, il y eut le comportement souvent maltraitant des gardiens et la répression contre ceux qui revendiquaient de meilleures conditions d'hébergement.

Ainsi, le père d'Aimé Marcellan⁹, membre de la CNT, soigné à l'hôpital de Pau puis transféré à Gurs, a raconté les brimades et les abus de pouvoir. Par exemple : les gendarmes, gardiens du camp, ne distribuaient pas le courrier, obligeant les personnes à aller le chercher en marchant au pas, sous leur regard méprisant. Au camp de Bram, où se trouvaient les grands-parents d'Aimé, si les Espagnols tentaient de ramasser du bois pour se chauffer, les tirailleurs sénégalais le leur confisquaient.

Ceux qui protestaient contre leur condition étaient parqués dans des enclos barbelés (les « hippodromes »), espaces disciplinaires où les punitions étaient si terribles qu'elles pouvaient provoquer la mort. Un odieux chantage obligeait les plus déterminés à courir jusqu'à épuisement dans la nuit, afin d'obtenir de la nourriture.

Dans une France en proie aux difficultés économiques et aux tensions politiques exacerbées, les réfugiés espagnols étaient encouragés à repartir. Domingo Borell, membre de la CNT, raconte : « Nous subissions sans cesse les pressions des gendarmes français et des représentants de Franco pour que nous quittions la France et retournions au pays¹⁰. » À proximité de certains camps de concentration se trouvaient ce que l'on appelait « les camps de Franco », destinés à accueillir ceux qui acceptaient d'être rapatriés en Espagne, au risque d'y être emprisonnés ou tués par le régime franquiste. Pour les attirer, la nourriture y était de qualité et en bonne

quantité ; on y dormait sur des matelas...

Après les accords de Munich, jouant l'apaisement avec le nazisme, et alors que, le 27 février 1939¹¹, le gouvernement français reconnaissait le gouvernement fasciste espagnol, la voix des antifranquistes était particulièrement mal venue. La discipline régnait dans ces camps surveillés par des militaires : brimades et punitions étaient quotidiennes. Et comme l'indique Geneviève Dreyfus-Armand : « Les motifs de châtiments sont variables, souvent liés à des refus de saluer les gardiens, à des protestations, à des tentatives d'évasion ou à des accusations d'activités politiques¹². » Le père de Daniel Pinos évoquera le « quadrilatère » d'Argelès, où l'on enfermait nus ceux qui s'étaient révoltés et que l'on empêchait de dormir.

En outre, certains gardiens armés abusaient de leur pouvoir ; et nous pouvons nous demander si des spahis ne prenaient pas ainsi une revanche sur des blancs représentant pour eux des colonisateurs.

Là où les combattants étaient les plus nombreux, régnait une discipline plus sévère, un régime militaire. C'était le cas au Vernet, camp disciplinaire datant de la Première Guerre mondiale, mais où les baraquements n'avaient pas été entretenus. Serge Utgé-Royo se souvient du récit de son père : « Nous étions six, sept dans des tentes improvisées, montées avec les capotes de quelques-uns. Nous dormions serrés les uns contre les autres. Pour changer de position dans la nuit, il fallait prévenir les autres pour qu'ils se retournent aussi et éviter de se retrouver visage contre visage. » Les Catalans de la 26^e division « Durruti » y étaient majoritaires, soit 9 000 personnes sur les 10 200 internées. Il y avait aussi des fortes têtes et des évadés venant d'autres camps. La

surveillance y était plus minutieuse. Il y avait des locaux disciplinaires.

Des républicains, à qui l'on reprochait d'être des activistes politiques, ont même été détenus dans des prisons militaires comme le château de Collioure. Celui-ci est devenu « le premier centre disciplinaire pour les réfugiés considérés comme des « extrémistes dangereux ». [...] Traités comme des criminels par des officiers et des soldats français, ils ont eu à souffrir de dures conditions d'hygiène, de faim, de punitions et d'isolement dans des cellules souterraines humides et insalubres, à peines ventilées¹³ ». Ces mauvais traitements ont été portés sur la place publique. S'ensuivit un procès qui déchaîna quelques passions. Les 348 prisonniers restants furent déplacés dans des camps d'Afrique du Nord ou du Vernet.

Peu à peu, dans les camps, les internés s'organisaient. Daniel Pinos explique comment ils luttèrent contre la dépression, la mort. Certains ont plongé dans des trafics, entre autres de prostituées, avec la complicité des gardiens. Mais c'est aussi à travers des réalisations, parmi lesquelles la culture et la création au premier plan, qu'ils ont fait face : « Ils ont mis sur pied des bibliothèques, fabriqué des journaux avec du papier pelure. Ils écrivaient des textes, de la poésie, dessinaient. »

Moins connue et plus dramatique encore est la situation des combattants embarqués à Alicante pour l'Afrique du Nord. Acheminés dans le sud algérien et le sud tunisien, les premiers réfugiés y arrivaient en mars. Les camps de Carnot, d'Orléansville, d'Oran ont été construits. Là aussi, les autorités étaient débordées par le nombre de réfugiés. Après avoir refusé leur débarquement, elles finissaient par céder. Ainsi, durant un mois, près



de 2000 réfugiés de l'African Trader et du Stanbrook restaient coincés à bord. Une épidémie de typhus leur permit de quitter leurs embarcations.

Les familles regroupées, les femmes, les enfants et des hommes aux situations socio-professionnelles supérieures étaient hébergés dans des conditions correctes. Il en était tout autrement des dits « miliciens », dans les camp de Suzzoni, à Boghar, et de Morand, à Boghari, au sud du département d'Alger : au manque d'hygiène, d'eau, de nourriture, de médicaments, d'espace, il fallait ajouter la chaleur, les morsures de serpents... Nombreux sont morts du typhus, de la tuberculose, de la faim et des mauvais traitements¹⁴.

En Algérie, très rapidement, ces réfugiés seront exploités pour la construction du Transsaharien. En métropole, ils seront recrutés dans les fermes et dans les compagnies de travailleurs étrangers quand le pays, entré en guerre, traversera une pénurie de main-d'œuvre. Des Espagnols ont rejoint la légion, d'autres la Résistance, l'armée de Leclerc. Certains seront déportés dans les camps nazis, d'autres, au risque de leur vie, retourneront en Espagne.

Les internés ont, le plus souvent, peu parlé de leur passage dans les camps du mépris. Ce sont plutôt leurs enfants qui, voulant connaître, comprendre ce qu'ils avaient vécu, ont fait émerger une parole. Aimé Marcellan émet quelques hypothèses sur ce silence : « Ils ont sans doute voulu nous préserver des malheurs endurés. Mais ce n'est pas l'essentiel. Certes, la vie dans les camps était dure, mais elle n'avait rien à voir avec les camps allemands, ni avec ces mêmes camps à partir de 1940. Les « facilités d'évasion » en sont la preuve

(Le Vernet, en tant que camp disciplinaire, et les camps d'Afrique du Nord sont sans doute à mettre à part). J'ai l'impression que leur militantisme, dans la CNT, par exemple, armait les individus pour une résilience qui ne devait rien aux travaux de Cyrulnik. »

Pour en savoir davantage, divers ouvrages sont disponibles et des échanges sont aussi envisageables avec les enfants et petits-enfants qui ont recueilli des témoignages. Ce rapide retour sur les conditions dans lesquelles les Espagnols antifranquistes ont été « reçus » en France lors de la Retirada n'est qu'une esquisse d'un sombre tableau.

L'enfermement des indésirables est un trait de la politique française. Les camps ont servi durant le régime de Vichy à interner des étrangers antinazis, des Juifs. Depuis, des combattants du FLN y ont été emprisonnés, et les camps de Rivesaltes¹⁵ se sont transformés en centres de rétention pour étrangers en attente d'expulsion. Comme le soulignent les auteurs de l'ouvrage *Vous avez la mémoire courte* : « La logique du camp, c'est la mise entre parenthèses de l'être¹⁶. »

3. Ibid, p.114-115.

4. Daniel Pinos est militant à la Fédération anarchiste. Il a collaboré à plusieurs titres de la presse libertaire, entre autres *Front libertaire*, *Le Monde libertaire*, *Tierra y Libertad* et *Cuba Libertaria*. Il a longtemps été membre de l'équipe éditoriale des éditions CNT de la région parisienne. Il est l'auteur de *Ni l'arbre ni la pierre. Des combats pour la liberté aux déchirements de l'exil: l'odyssée d'une famille libertaire espagnole*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2001. Il est membre du Galsic, Groupe d'appui aux libertaires et aux syndicalistes indépendants de Cuba.

5. Serge Utgé-Royo, auteur compositeur, comédien, écrivain. Il est l'auteur de *Noir coquelicot*, Paris, Éditions Lettres, 2004.

6. D'après « Traces et empreintes, le camp de G u r s », www.jewishtraces.org/rubriques/?keyRubrique=carte_didentit_du_camp_de_gurs.

7. René Grando et al., op. cit., p.162.

8. Ibid., p.128.

9. Militant de la CNT.

10. Véronique Olivares, *Mémoires espagnoles, l'espoir des humbles*, Paris, Éditions Tirésias, 2008, p. 115.

11. Le maréchal Pétain est nommé ambassadeur de France auprès du gouvernement franquiste.

12. Geneviève Dreyfus-Armand, op. cit., p. 68.

13. Evelyn Mesquida, *La Nueve 24 août 1944. Ces républicains qui ont libéré Paris*, traduit de l'espagnol par Serge Utgé-Royo, Paris, Le Cherche Midi, 2011, p. 40.

14. Pour en savoir davantage sur les mauvais traitements infligés en Afrique du Nord, vous pouvez vous reporter à l'ouvrage d'Evelyn Mesquida, op. cit., au chapitre « Temps de honte et de courage », p. 39-58.

15. Les camps de Rivesaltes ont été fermés en 2007.

16. René Grando et al., op. cit., p. 112.

Nous sommes la crise !

Rencontre anticapitaliste le juillet

LA LIBRAIRIE MICHÈLE-FIRK, la Parole errante et les éditions Libertalia présentent: «Nous sommes la crise! Journée de réflexion et de fête à l'occasion de la parution du livre Crack Capitalism (John Holloway).»

1. 14 heures. Projection du documentaire Viva Mexico! de Nicolas Fossé (120 minutes, 2010). Dans un voyage des montagnes du Sud-Est mexicain jusqu'à la frontière nord avec les États-Unis, le sous-commandant Marcos et le peuple du Mexique dessinent le visage oublié d'un pays. Une célébration de la lutte pour la terre et la dignité.

2. 16 heures: projection du documentaire Debtocracy, la gouvernance par la dette de Aris Hatzistefanou et Katerina Kitidi (75 minutes, 2011). Deux journalistes grecs décortiquent le système des dettes des États et s'interrogent sur leur légitimité. Qui doit payer et

pourquoi? Ces dettes sont-elles les fatalités que l'on nous présente? Diffusé sur Internet sous licence Creative Commons, ce documentaire a secoué la Grèce.

3. 18 heures. Discussion autour du livre Crack Capitalism: 33 thèses contre le capital de John Holloway. En présence de José Chatroussat (traducteur). La théorie critique n'a pas dit son dernier mot!

4. 20 heures. Concerts avec Joke (funky punk erroriste), The Schlockmeisters (Thierry Cochran, Frank Williams et Reno, punkabilly acoustique), Mauricio Santana (hip hop jazz), Fred Alpi (blues rock libertaire), Paul Leclair (DJ set)

Rendez-vous donc à la Parole errante, 9, rue François-Debergue, 93100 Montreuil. Métro Croix-de-Chavaux. Entrée libre.



L'école et le handicap

La nouvelle livraison de N'Autre école

ÉCOLE & HANDICAP, un numéro pour dire, arguments et expériences à l'appui, que la place des personnes «en situation de handicap» est bien dans la société, donc à l'école.

Il a fallu et il faudra encore batailler sur ce terrain aussi, pour permettre à l'institution et à tous ses acteurs de s'adapter à tous les élèves sans exception, plutôt que de laisser de côté celles et ceux qui diffèrent des normes.

Comment accueillir des élèves autistes, comment concevoir une école véritablement «inclusive», comment une classe Ulis se met en place, comment se faire reconnaître quand on est «handicapé», parent, travailleur accompagnant, comment se définissent les acteurs des structures de soin ou de travail à travers des récits, des parcours où le «je» s'affirme sans complexe tant il est au service des autres, on apprend que la question du handicap parcourt tout le champ social: d'où l'évocation aussi des Rased, de la pauvreté à l'école ou de la façon dont le handicap vient déranger nos rapports à la norme.

Au-delà de ce dossier, que complètent glossaires et encarts juridiques, la revue ne perd pas ses habitudes: relecture des classiques de la pensée éducative (cette fois c'est Simone Weil), notes de lectures – et notamment de 16 livres jeunesse. 56 pages de lectures (merci aux artistes de Personimages pour l'illustration). Le tout pour 4 euros.

Commandes:

– Paiement en ligne sur le site de la revue N'Autre école (www.cnt-f.org/nautreecole)

– Par courrier, chèque à l'ordre de CNT-FTE, à envoyer à N'Autre école, CNT-FTE, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.



GRILLE DES PROGRAMMES

MISE À JOUR LE 08/05/12

Périodicité des émissions :

- 1 bimensuelle
 - 2 mensuelle
 - 3 autre
- Sans indication : hebdomadaire

DIMANCHE

08h00 / **Goloss Trouda, la voix du travail** : émission franco-russe avec des morceaux de vrais anarchistes dedans

10h00 / **Jour de lessive anticlérical** : animée par les Libres de l'ADL/PF

12h00 / **Folk à lier** : le magazine des musiques traditionnelles

14h00 / en alternance
1 Symbiose : le mode du libre sous tous ses aspects : informatique, artistique... (1^{er} dimanche)
2 Tempête sur les plainches : actualité du théâtre et de la danse (2^{es}, 4^{es} et 5^{es} dimanches)

3 Cris et murmures : la radio sort des murs pour monter sur les scènes slam (3^e dimanche)
 15h30 / en alternance
1 Chants, contrechamps : cinéma d'auteur(s) et chansons à textes (1^{er} dimanche)
2 Wide side : relecture et découverte du rock par des ados (2^e dimanche)
3 Des mots, une voix : des mots, des auteurs (3^e dimanche)
4 La plume noire : nos nouveautés éditoriales anarchistes (4^e dimanche)

17h00 / **Le mélange** : musique et actualité du spectacle

18h30 / en alternance
1 Echos et frémissements d'Irlande : émission de l'association irlandaise

2 Il y a de la fumée dans le poste : émission du CIR

20h30 / en alternance
1 Les désaxés : ciné en zone libre (1^{er} dimanche)
2 Détruire l'ennui : anarcho punk et diy (dot it yourself)

3 Radio LAP : l'émission du LAP (3^e dimanche)

22h30 / en alternance
1 Rudie's back in town : les rudes boys et les rudes girls sont de retour en ville

2 Les liaisons dangereuses (Seppuku) : musiques électroniques
 00h00 / **Restons éveillés !!**

LUNDI

09h00 / **Les enfants de Cayenne** : avec des morceaux de vrais anarchistes dedans

11h00 / **Lundi matin** : infos et revue de presse

13h00 / **Je suis une ville**
 14h30 / **Ondes de choc** : magazine culturel, poésie, chansons et littérature

16h00 / **Trous Noirs** : luttes sociales

18h00 / en alternance
1 Les mangeux d'terre : écolo-libertaire (1^{er} lundi)

2 Focus / 18h30 : émission débat avec deux invités sur un sujet actuel et un invité musical pour un live en fin d'émission (2^e lundi)
3 La santé dans tous ses états : l'actualité du milieu de la santé (3^e lundi du mois)
4 Le Vivre Ensemble : végétarisme et cause animale (4^e lundi du mois)

19h30 / **Le monde merveilleux du travail** : des syndicats de la CNT

21h00 / **Ça urge au bout de la scène** : actualité de la chanson comme son nom l'indique

MARDI

10h00 / **Court-Circuit** : scènes philosophiques

11h00 / **Artracaille** : débat de la condition de l'artiste dans la cité

12h30 / **Wreck this mess** : cocktail de musiques radicales

14h30 / **L'idée anarchiste** : textes historiques ou actuels sur l'anarchisme

16h00 / en alternance
1 Les amis d'Orwell : émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus

2 Un peu d'air frais : écologie au quotidien

17h00 / **Des oreilles avec des trous (dedans)** : des fustiques molles pour tous les tous

18h00 / en alternance
1 Idéaux et débats : émission littéraire
2 Pas de quartiers.... : ça se passe près de chez vous

19h30 / **Paroles d'associations** : magazine de la vie associative et culturelle

20h30 / en alternance
1 Radio libertaria : émission de la CNT (1^{er}, 2^{es} et 4^{es} mardis).
2 Cinéma en free style (3^e mardi)

22h30 / **Ça booste sous les pavés** : musique, reportages, actu. Émission consacrée au Comité de Solidarité avec le Peuple Basque (CSPB) tous les derniers mardis du mois.

MERCREDI

09h30 / **L'entommoir** : antipsychiatrie

10h30 / **Blues en liberté** : émission musicale blues

12h00 / **Sans toit ni loi** : émission sur les mal-logés et la précarité et de la chanson

14h00 / **Radio Cartable** : la radio des enfants des écoles d'Ivry sur Seine

15h00 / **Bibliomanie** : autour des livres

16h30 / **Radio Goliard[is]** : (4^{es} et 5^{es} mercredis du mois)
2 Radio LAP : l'émission du LAP (2^e mercredi)

18h00 / **Si vis pacem** : émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France

19h30 / en alternance
1 Cosmos : (1^{er} et 5^{es} jeudis)
2 Jeudi noir : (2^{es} et 4^{es} jeudis)
3 Les enfants de Stonewall - Body freaks : la radio trans, actu et débats trans (3^e jeudi)

20h30 / **Entre chiens et loups** : art, anarchie

22h00 / **Epsilonia** : musiques expérimentales et expérimentations sonores

JEUDI

10h00 / **Chronique hebdo** : analyse libertaire de l'actualité

12h00 / **De rimes et de notes** : actualité du spectacle et de la chanson

14h00 / **Radio Cartable** : la radio des enfants des écoles d'Ivry sur Seine

15h00 / **Bibliomanie** : autour des livres

16h30 / **Radio Goliard[is]** : (4^{es} et 5^{es} jeudis du mois)
2 Radio LAP : l'émission du LAP (2^e mercredi)

18h00 / **Si vis pacem** : émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France

19h30 / en alternance
1 Cosmos : (1^{er} et 5^{es} jeudis)
2 Jeudi noir : (2^{es} et 4^{es} jeudis)
3 Les enfants de Stonewall - Body freaks : la radio trans, actu et débats trans (3^e jeudi)

20h30 / **Entre chiens et loups** : art, anarchie

22h00 / **Epsilonia** : musiques expérimentales et expérimentations sonores

VENDREDI

09h30 / **For a few sixties more** : musique populaire des années 60

11h00 / **Zones d'attraction** : philosophie witz et performance

13h00 / **Place aux fous** : musiques, disciplines de l'indiscipline

14h30 / **Les oreilles libres** : musiques engagées

16h00 / **Sortir du colonialisme** : décolonisation (1^{er}, 3^{es} et 5^{es} vendredis)

17h30 / **Radio esperanto** : émission de l'association Sat-Amikaro

19h00 / **L'invité du vendredi** : c'est-à-dire en alternance :
1 Des droits et des hommes : émission de la Ligue des Droits de l'Homme (1^{er} et 5^{es} vendredis)
2 Raison présente : émission de l'Union Rationnaliste de France (2^e vendredi)
3 L'antenne sociale : autour des acteurs du social (3^e vendredi)
4 Trait d'union : le mouvement des idées (4^e vendredi)

21h00 / en alternance
1 Offensiv... : libertaire et sociale
2 La grenouille noire : anarchisme et écologie

22h30 / **Boi d'art...** : tu traces

00h00 / en alternance
2 Les nuits musicales (Sure Shots) (1^{er} vendredi)
1 Nuit Léo 38 (2^{es} et 4^{es} vendredis)
2 SoundRadioExperience (3^e vendredi)

SAMEDI

09h00 / **Réveil hip-hop** : hip-hop

10h00 / **La philanthropie de l'ouvrier charpentier** : comme son nom ne l'indique pas

11h30 / **Chronique syndicale** : luttes et actualités sociales

13h30 / **Chroniques rebelles** : débats, dossiers et rencontres

15h30 / **Deux sous de scène** : le magazine de la chanson vivante

17h00 / en alternance
3 Bulles noires : BD et polar
2 Bulles de rêve : cinéma d'animation

19h00 / en alternance
1 Tribuna latino-américana : actualité politique de l'Amérique latine (une semaine sur deux)
2 Contre-bandes : Cinéma (une semaine sur quatre)
3 Longtemps, je me suis couché de bonne heure : magazine des livres, de la musique et du cinéma (une semaine sur quatre)

21h00 / **Les nuits libertaires** : c'est-à-dire en alternance :
1 Orpheas Antissa, les jardins d'Orphée : chronique artistique, musique classique et contemporaine
1 Tormentor : musiques alternatives

23h00 / en alternance
1 Nuits off : topologies sonores, rock et chroniques
1 Hôtel paradox : pratique de la poésie sonore et de la performance

Permanence du secrétariat : le mardi à partir de 19 heures
 au siège social - 145 rue Amelot - 75011 PARIS
Tél. : Studio 01 43 71 89 40 - **e-mail :** radio-libertaire@federation-anarchiste.org

RADIO LIBERTAIRE

Vendredi 6 juillet

Sanguinet (40)

19 heures. Projection du film *Gasland*. Conférence débat sur le gaz de schiste dans notre région (Parentis, Lugos, Cazaux, La Teste) et ailleurs. Après les Cévennes, le Gard, les Vosges, les premières demandes d'enquête publique arrivent en Aquitaine. Avec notamment Chantal Viala de l'association No Gazaran contre les gaz de schiste. À la salle des fêtes.

Samedi 7 juillet

Paris XI^e

16h30. Rencontre autour du livre *Éloge de la passe, sport et anarchisme* avec Wally Rosell. Le même sujet sera traité sur les antennes de Radio libertaire le lundi 2 juillet de 14h30 à 16 heures. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métro République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

Sanguinet (40)

11h-12h (sur le marché). Déambulation artistique. Retrouvez-nous dès le matin, réveillons Sanguinet!

15 heures. Ouverture du festival, du village associatif, de l'agora libre et des expositions.

15h-16h. Académie Fratellini: carte blanche aux apprentis circassiens! Les apprentis de la plus grande école de cirque d'Europe vous propose une démonstration libre (jonglage, rubans, mains à mains etc.).

15h30-16h45. Spectacles choisis pour enfants... et grands.

16h30-17h30. Académie Fratellini: carte blanche aux apprentis circassiens!

16h30-17h30. Atelier «Construction d'instruments de musique». Venez construire vos instruments avec des matériaux naturels!

16h-17h. Compagnie Université du BazArt: le son d'Histoire (ou comment tirer des leçons de l'Histoire sans image et sans blé).

17h30. Conférence sur la dette et les salaires avec Bernard Friot (Salle polyvalente de l'espace Gemme). Projection de *Catatroïka*: la dette en Europe et en Grèce ou comment solder un pays. Venez bousculer vos préjugés sur la dette et vos salaires...

18h-19h. Atelier fabrication de savon avec La Cagette des étudiants.

18h-19h. «Théâtre du silence» (mime de l'école Marceau accompagné par une compositrice). Et plein d'autres surprises (show off, déambulation, spectacle de rue, zone de gratuité).

Concerts (scène centrale)

19h-20h. Fanfare et bambas! 20h-21h. Paris désert, rock français engagé en provenance de Sanguinet! 21h 15-22 heures Idiogramme (rock expérimental). Découverte du Printemps de Bourges. 22h 15-23 heures Akim rebeu des bois (chanson française). 23h 15-00h 15. GROUPE SURPRISE (vous allez bientôt le savoir et vous ne le raterez pas!). 00h 15-1h. Bœuf musical sur scène (avec les artistes).

Village associatif. C'est le cœur du festival. Le village associatif est ouvert aux collectifs et aux associations en lutte, dans la région et dans le monde. Retrouvez-les et participez aux différents ateliers! Dans l'agora libre, tout au long du festival, se succéderont les différents collectifs en lutte pour présenter leur combat, leur moyens d'actions et vous inciter à les rejoindre

Dimanche 8 juillet

Sanguinet (40)

15 heures Ouverture du festival, du village associatif, de l'agora libre, de l'espace enfant et des expositions. Création d'une fresque géante.

15h-17h30. Initiation aux actions de désobéissance civile. Venez apprendre les techniques non violentes de résistances.

15h00-16h30. Spectacles pour les enfants. Multiples ateliers pour les enfants notamment avec l'association Sac de billes: jeux de société, poterie, marionnettes et plein d'autres surprises...

15h30-16h30. Atelier «fabrication de meubles en carton» (La cagette des étudiants). Apprentissage des techniques de création de meubles à partir des récup'.

16h30-17h30. Académie Fratellini: carte blanche aux apprentis circassiens!

17h30. Conférence «Nuke militaire» avec Patrice Bouveret (Salle polyvalente de l'espace Gemme). Débat sur le nucléaire militaire, si proche de nous... Entre centre d'essai, lancement de missiles, EADS et Mégajoule, le renouveau du militaire français est «Made in Aquitaine»...

Concerts (scène centrale)

15h30-16h 15. KICK. 17h30-18h30. La Collectore (fanfare électrique déjantée punk-rock). 18h45-20 heures ZEP (Zone d'expression populaire). 20h 15-21h30. Mon côté Punk. Cocréé par Mourad de la Rue Ketanou, groupe indépendant de la scène française. 21h45-22h45. Brassens's not dead (punk rock). Reprise punk des chansons de Brassens. 23h00-00h 15. Les fils de Teuhpu (fanfare ska). Mais oui c'est bien eux! 00h 15-1h. «Orgie musicale» (avec l'ensemble des artistes).

Village associatif. C'est le cœur du festival. Le village associatif est ouvert aux collectifs et aux associations en lutte, dans la région et dans le monde. Retrouvez-les et participez aux différents ateliers! Dans l'agora libre, tout au long du festival, se succéderont les différents collectifs en lutte pour présenter leur combat, leur moyens d'actions et vous inciter à les rejoindre.

La librairie Michèle-Firk, la Parole errante et les éditions Libertalia présentent

Samedi 30 juin 2012

de 14 h à minuit

Montreuil (93)

NOUS SOMMES LA CRISE!

Journée de réflexion et de fête
à l'occasion de la parution
du livre *Crack Capitalism*
(John Holloway)

14h00

**PROJECTION DU DOCUMENTAIRE VIVA MEDICO !
DE NICOLAS ROSSI (120 MINUTES, 2010).**
Dans un voyage des montagnes du Sud-Rhône jusqu'à la
côte méditerranéenne, le peuple du Midi se réveille et se réveille.
Une obligation de la terre pour la terre et le ciel.

16h00

**PROJECTION DU DOCUMENTAIRE
DRAGS MATZEFANOU ET KATERINA KYEDI (75 MINUTES, 2011).**
Dans les montagnes grecques, les habitants des montagnes
qui ont payé et payent ? Ces terres sont-elles les terres
difficiles des montagnes ? Les montagnes sont-elles les montagnes ?

18h00

**DISCUSSION AUTOUR DU LIVRE
CRACK CAPITALISM : 99 THÈSES CONTRE LE CAPITAL
DE JOHN HOLLOWAY**
En présence de José Chatternoy (traducteur), La Libertalia critique n'a pas dit son dernier mot !

20h00

CONCERTS
The Joke (punk rock new wave),
The Subalterns (Tobacco Cigarettes, Punk Williams et Denis, punkabilly new wave),
Mauricio Santana (old hip hop), Fred Aké (New York Libertalia),
Fred Leduc (DJ set)

à
LA PAROLE ERRANTE
9, rue François Debergue
M^o Croix-de-Clavaux
Entrée libre